GAZZETTA UFFICIALE

DEL REGNO D'ITALIA

Abbonamento Postale

ANNO 1880 — **ROMA** — LUNEDI' 13 SETTEMBRE — **NUM. 219**

Abbonamento Postale

ASSOCIAZIONI.

		Trim.	Sem.	Anno
Compresi i Rendiconti Ufficiali del Parlamento	ROMA.................L.	11	21	40
	Per tutto il Regno..... „	13	25	48
Giornale senza Rendiconti	ROMA................ „	9	17	32
	Per tutto il Regno...... „	10	19	36

Estero aumento spese postali. — Un numero separato, in Roma, cent. 10; per tutto il Regno cent. 15. — Un numero arretrato costa il doppio. — Le associazioni decorrono dal 1° del mese.

INSERZIONI.

Annunzi giudiziari cent. 25; ogni altro avviso cent. 30 per ogni linea di colonna o spazio di linea.

AVVERTENZE. — Le Associazioni e le Inserzioni si ricevono *esclusivamente* alla Tipografia EREDI BOTTA, via della Missione. Nelle provincie del Regno ed all'Estero agli Uffizi Postali.

DIREZIONE: ROMA, Ministero dell'Interno.

PARTE UFFICIALE

ELEZIONI POLITICHE

Votazione del 12 settembre 1880.

Napoli (1°) — Inscritti 1880, votanti 837, Consalvo generale Luigi eletto con voti 521, Giampietro Emilio 332, nulli o dispersi 34.

LEGGI E DECRETI

Il Num. **5698** (*Serie 2ª*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene la seguente legge:*

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Il Senato e la Camera dei deputati hanno approvato,

Noi abbiamo sanzionato e promulghiamo quanto segue:

Articolo unico. Il Governo del Re è autorizzato a dare piena ed intera esecuzione alla convenzione per le stazioni ferroviarie internazionali fra l'Italia e la Francia, firmata a Parigi il 20 gennaio 1879, e le cui ratifiche furono ivi scambiate il 4 agosto 1880.

Ordiniamo che la presente, munita del sigillo dello Stato, sia inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Monza, addì 14 agosto 1880.

UMBERTO.

B. CAIROLI.

Visto — *Il Guardasigilli*
T. VILLA.

CONVENTION *relative aux gares internationales de Modane et de Vintimille et aux sections du chemin de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France.*

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République française, désirant régulariser et compléter les mesures de surveillance et de douane appliquées provisoirement, d'un commun accord, dans les gares de Modane et de Vintimille, et sur les sections de chemins de fer comprises entre ces gares et les frontières d'Italie et de France, ont résolu, conformément aux dispositions des articles 10 et 25 de la convention du 7 mai 1862, de conclure, à cet effet, une convention spéciale, et ont, en conséquence, nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir:

Sa Majesté le Roi d'Italie, M. le Général d'armée Henri Cialdini Duc de Gaete, Son Ambassadeur près le Gouvernement français,

Le Président de la République française, M. Waddington, Sénateur, Ministre des affaires étrangères;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1er. Il sera établi à Modane-Fourneaux une gare qui sera commune aux deux chemins de fer italien et français et où seront installés les services de la douane, du télégraphe et de la poste des deux pays.

Le service technique de cette gare sera fait par le personnel et sous la direction de la Compagnie du chemin de fer français, conformément aux conditions qui seront réglées de concert entre l'Administration du chemin de fer italien et l'Administration du chemin de fer français, et, à défaut d'accord entre elles, par les deux Gouvernements intéressés; mais chaque Administration aura à la gare de Modane un agent distinct pour représenter spécialement ses intérêts commerciaux, tant vis-à-vis du public, que vis-à-vis de l'autre Administration. Pour la Compagnie française, cet agent pourra être le chef de gare chargé de diriger le service technique commun aux deux Administrations.

L'Administration du chemin de fer français devra fournir, dans les conditions de son cahier de charge, et sur la base d'une réciprocité parfaite, à l'Administration italienne, à la gare de Modane-Fourneaux, les locaux nécessaires à l'installation des services de la douane, du télégraphe et de la poste.

L'Administration du chemin de fer français devra fournir à l'Administration du chemin de fer italien, à la même gare, les locaux nécessaires pour l'abri de ses locomotives, de ses wagons et de son personnel détaché dans cette gare pour les services spéciaux, tels que traction, conduite des trains, service commercial, etc., etc., qui ne rentrent pas dans le service commun confié à l'Administration française.

Les projets des voies et bâtiments à établir pour le service international seront concertés entre les deux Gouvernements.

Toutes les dépenses d'établissement de la station de Modane-Fourneaux seront à la charge de l'Administration du chemin de fer français, qui recevra de l'Administration du chemin de fer italien, à titre de loyer, l'intérêt annuel à cinq pour cent (5 0|0) des dépenses afférentes aux constructions affectées au service

exclusif de ce dernier chemin, et l'intérêt, au même taux, de la moitié des dépenses relatives aux constructions affectées au service commun.

Les frais d'entretien des dites constructions, avancés de même par l'Administration du chemin de fer français, seront partagés d'après les mêmes bases.

Art. 2. L'Administration du chemin de fer italien sera exclusivement chargée de l'exploitation de la partie du chemin de fer de Modane à Bardonnèche qui est située sur le territoire français.

Les questions relatives à l'entretien de cette section ainsi que celles relatives au péage à payer par l'Administration du chemin de fer italien à l'Administration du chemin de fer français, à raison du parcours de ses convois entre la frontière et Modane-Fourneaux, seront réglées de concert entre l'Administration du chemin de fer italien et la Compagnie française, et, à défaut d'accord entre les dites Administrations, par les deux Gouvernements intéressés.

Il est entendu, d'ailleurs, que pendant tout leur séjour sur le territoire français, les mécaniciens et le personnel des trains italiens seront soumis aux lois et règlements concernant l'exploitation des chemins de fer français.

Il est entendu également que les tarifs appliqués sur la section française ne pourront pas dépasser le maximum du tarif legal, fixé par le cahier des charges de la Compagnie française et la convention des 9 juin 1866 et 17 juin 1867, qui a concédé à cette Compagnie les sections du chemin de fer Victor-Emanuel comprises sur le territoire français, et que ces tarifs ne pourront être établis sur un parcours supérieur au nombre de kilomètres parcourus ou entamés.

L'Administration du chemin de fer italien sera tenue d'acquitter directement les impôts perçus sur les transports à grande et à petite vitesse au profit de l'Etat français.

Art. 3. Les locaux affectés aux services de la douane, du télégraphe et de la poste de l'Etat italien seront désignés par l'apposition des armes d'Italie.

Art. 4. La voie ferrée entre Modane et Bardonnèche sera considérée comme route internationale ouverte, pour les deux pays, à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, ainsi qu'au transport des voyageurs s'effectuant de France en Italie et viceversa. Les wagons plombés ou cadenassés et les douaniers d'escorte pourront parcourir la dite voie en tout temp sans empêchement ni arrêt.

Les agents de la douane italienne pourront, en outre, sur la dite voie et dans la gare mixte de Modane, constater les contraventions aux lois de finances, et, dans les cas prévus par ces lois, saisir les objets déclarés en contravention. La douane italienne aura le droit de transiger sur ces contraventions, ou de les déférer aux Tribunaux italiens compétents, qui les jugeront d'après les lois de leur pays; de disposer, s'il y a lieu, de la marchandise séquestrée en vertu soit de la transaction passée avec le prévenu qui en aura fait l'abandon à la douane italienne, soit d'un jugement devenu définitif qui en aura prononcé la confiscation au profit de la dite douane; de retenir les marchandises, bagages, et moyens de transport, en garantie des amendes, sauf à en donner main-levée moyennant caution.

Art. 5. La fermeture et l'emploi des locaux affectés au service des douanes italiennes, ainsi que leur surveillance par ses agents, seront réglés et ordonnés exclusivement par l'autorité italienne.

Art. 6. Pour les marchandises transportées en petite vitesse, des magasins distincts seront affectés aux marchandises importées en France et pour celles en voie d'importation en Italie.

Ceux de ces magasins destinés à recevoir les marchandises pénétrant en France seront placés dans la partie de la gare réservée à la douane française, et, réciproquement, les magasins ouverts aux marchandises expédiées en Italie devront faire partie des locaux attribués à la douane italienne.

Pour les marchandises transportées en grande vitesse, les opérations de douane s'effectueront dans un magasin unique, convenablement aménagé.

Art. 7. Le règlement de police pour le mouvement des marchandises à l'entrée et à la sortie des magasins et la fixation du délai à accorder à cet effet seront concertés entre les Administrations des douanes respectives.

Art. 8. La police intérieure de la gare mixte de Modane sera assurée par un poste d'agents français, lesquels prêteront leur concours à la requête des chefs de la douane italienne, sans que l'emploi de cette force armée auxiliaire puisse occasionner aucun frais au Gouvernement italien.

Art. 9. Les Administrations des chemins de fer français et italien donneront à l'organisation de leur service à la gare de Modane toute l'extension que pourra exiger le trafic et accorderont au public, dans la dite gare, toutes les facilités que lui assurent les cahiers des charges et les règlements en vigueur sur le territoire français.

Art. 10. L'Administration du chemin de fer italien, chargée de l'exploitation de la section de Modane à Bardonnèche, sera tenue de recevoir dans la gare mixte de Modane et de transporter les voyageurs et les marchandises à destination de l'Italie, quelle que soit leur provenance, et, réciproquement, de recevoir dans ses gares d'Italie et de transporter à la gare de Modane les voyageurs et les marchandises, quelle que soit en France leur destination définitive.

Art. 11. Les agents italiens ne relèveront que de l'autorité de S. M. le Roi d'Italie pour le service et la discipline dans l'intérieur de la gare. Ils seront porteurs de leurs uniformes et de leurs armes dans l'escorte des convois, et, dans la gare, pour la garde des marchandises, de la caisse et pour les autres actes de leur service.

Art. 12. Les sujets italiens attachés au service de la gare mixte de Modane seront exemptés, en France, de toute contribution directe et personnelle, ainsi que du service de toute espèce de milice.

Le matériel nécessaire au service de l'Italie dans la gare de Modane, aussi bien que les objets destinés à l'ameublement des employés et de leurs familles obligés de résider sur le territoire français, seront à leur entrée en France exemptés des taxes de douane, sauf aux propriétaires à remplir les formalités prescrites en pareil cas par les règlements de la douane française.

La formalité du passeport ne sera pas imposée, à leur entrée en France, aux employés italiens de la gare de Modane, non plus qu'aux agents supérieurs du contrôle des douanes italiennes. Il suffira qu'ils justifient de leur qualité.

Seront également exemptés de la formalité du passeport à leur entrée en France, et sous la même condition, les employés des chemins de fer italiens qui, n'ayant pas leur résidence fixe à Modane, auraient besoin de s'y rendre pour affaires de service, ainsi que les agents du Gouvernement chargés du service de la surveillance des chemins de fer italiens.

Art. 13. Les employés des douanes des deux Etats feront mutuellement et conjointement leurs efforts pour prévenir ou découvrir toute tentative de fraude ou de contrebande dans l'enceinte de la gare, et se communiqueront réciproquement tous les renseignements de nature à intéresser le service.

Leurs rapports auront lieu sur le pied de l'égalité et leurs relations de service, dans le cas de communications directes, seront les mêmes qu'entre employés d'égale position d'un même pays.

Art. 14. Les bureaux de douane de Modane appartenant à chacun des deux Etats communiqueront sans déplacement, en tout temps et sur première demande, aux employés supérieurs des

douanes de l'autre Etat les registres d'entrée et de sortie avec les pièces à l'appui.

Art. 15. Les deux Gouvernements détermineront les opérations que leurs douanes à Modane seront respectivement autorisées à faire pour les marchandises.

Dans les douanes susdites, les marchandises seront vérifiées premièrement par les employés de l'Etat d'où elles sortent et ensuite par les employés de l'Etat dans lequel elles doivent entrer. S'il est possible, les visites seront faites simultanément par les employés des deux Etats.

Art. 16. En matière de contravention aux lois et règlements de douane italienne commise dans la gare mixte de Modane, les autorités compétentes françaises se chargeront, à la requête des autorités italiennes, d'entendre des témoins, de procéder à des recherches ou informations et de notifier le résultat de ces démarches aux autorités italiennes.

Lorsque les assignations et significations à prévenus ou à témoins seront nécessaires en France, la pièce émanée des Tribunaux italiens ou des autorités italiennes sera transmise directement, ou par voie diplomatique, au Ministère Public du lieu de la résidence et signifiée à personne, à la requête, par les soins d'un officier compétent. Le Ministère Public renverra au magistrat expéditeur l'original revêtu de son visa et constatant la notification, dont les effets seront les mêmes que si elle avait eu lieu dans le pays d'où émanera l'acte ou le jugement.

Art. 17. En ce qui concerne les délits et crimes commis dans la gare ou sur la voie, et qui tombent sous l'application des lois et ordonnances françaises, la compétence des Tribunaux ordinaires français est expressément réservée, même à l'égard de tout sujet ou agent italien.

Les autorités judiciaires françaises informeront le Gouvernement italien des poursuites dirigées contre ses nationaux et de leur résultat.

Le droit de dresser des procès-verbaux, en vertu de l'art. 23 de la loi française du 15 juillet 1845, n'appartiendra, sur le territoire français, qu'aux agents français de la Compagnie agréés par l'Administration française et dûment assermentés.

Art. 18. Dans le cas où un employé, ou agent italien, admis par son service à résider ou à pénétrer sur le territoire français serait reconnu coupable de crime ou de délit, soit civil, soit politique, ou de simple contravention, le Gouvernement italien s'engage à charge de réciprocité à le remplacer immédiatement.

Art. 19. Le fonctionnaire qui serait chargé de la direction de la police italienne à Bardonnèche pourra déléguer à Modane, toutes les fois que le service l'exigerait ou même d'une manière permanente, un de ses agents, qui serait chargé, soit de lui signaler les individus suspects, soit de désigner à la police française les individus dont le Gouvernement du Roi demanderait, conformément à la convention en vigueur, l'arrestation et l'extradition.

Le fonctionnaire dirigeant le bureau de police de Bardonnèche aura également le droit de se transporter à Modane, soit pour recevoir les renseignements dont son service pourrait avoir besoin, soit pour faire des enquêtes sur la conduite du personnel italien employé dans la gare.

Art. 20. Les individus expulsés, escortés ou rapatriés par les autorités italiennes seront remis aux autorités françaises à la station internationale de Modane aux frais du Gouvernement italien, et la remise des individus expulsés, escortés ou rapatriés par les autorités françaises aura lieu à Bardonnèche, aux frais du Gouvernement français.

Les individus expulsés du territoire français comme appartenant à l'Italie et dont on n'aura pu reconnaître la qualité de citoyens de l'Etat auquel ils ont déclaré appartenir, seront renvoyés aux autorités de police françaises. Réciproquement, les officiers et agents italiens seront tenus de recevoir les individus expulsés d'Italie comme français et qui n'auront pu être reconnus comme tels.

Art. 21. La correspondance télégraphique privée ou officielle à destination de pays autres que l'Italie et la France est interdite entre les bureaux des chemins italiens et français.

Ces télégrammes, pour être transmis d'un Etat à l'autre, seront expédiés par les stations des chemins de fer au bureau gouvernemental établi pour chaque Etat, qui a seul le droit de les transmettre par le moyen des fils gouvernementaux aux bureaux du Gouvernement de l'autre Etat.

Exceptionnellement:

Les agents des différents services publics accrédités par le Gouvernement italien à la gare de Modane pourront transmettre et recevoir directement leurs correspondances administratives par les fils du chemin de fer sans l'intermédiaire des bureaux de l'Etat. Ces correspondances seront considérées comme télégrammes intérieurs et ne figureront pas dans les comptes internationaux.

Toute autre correspondance, privée ou officielle, en provenance de Modane pourra être transmise directement par les fils du chemin de fer sans l'intermédiaire des bureaux de l'Etat: toutefois, ces télégrammes devront, avant leur remise à destination, être appuyés à un bureau gouvernemental de l'Etat de destination et taxés suivant le tarif international, et leurs taxes resteront acquises à la France.

Les Administrations des télégraphes des Etats contractants continueront à exercer sur le service télégraphique, dans le territoire qui leur appartient, tous les droits qui leur sont attribués par les lois en vigueur. Elles pourront, en conséquence, établir toutes les prescriptions nécessaires pour l'accomplissement exact des dispositions qui précèdent.

Toutefois les deux Administrations des chemins de fer et leurs agents pourront, sur les lignes exploitées par elles, faire usage gratuit du télégraphe pour les besoins du service de ces mêmes lignes.

Art. 22. L'installation sur le chemin de fer de Modane à Bardonnèche des lignes télégraphiques gouvernementales des deux Etats sera faite directement par chaque Gouvernement sur son territoire respectif.

Cependant le placement et l'entretien des fils télégraphiques à travers le tunnel des Alpes seront fait entièrement par l'Administration des télégraphes italiens, à laquelle l'Administration des télégraphes français s'engage à rembourser la moitié de la dépense de premier établissement.

La dépense d'installation de nouveaux conducteurs souterrains, les frais de réparations des fils endommagés par suite d'accidents constituant des cas de force majeure, ainsi que les frais de remplacement des fils qui seraient exceptionnellement mis hors d'usage, seront également supportés, par moitié, par les deux Administrations télégraphiques après examen contradictoire des fils et après entente sur les conditions d'exécution de ces nouveaux travaux.

Art. 23. La ligne télégraphique à travers le tunnel des Alpes sera construite au moyen de câbles ayant un seul conducteur en fils de cuivre du diamètre de 2 millimètres entouré d'un isolateur en goutta-percha de l'épaisseur de 3 millimètres, et enfermé dans un tuyau en plomb d'un millimètre d'épaisseur.

Art. 24. Les dépêches et correspondances échangées par les Administrations postales seront exemptes de toutes sortes de formalités de douane.

Les agents de l'Administration des douanes surveilleront le déchargement et le chargement des dépêches et des colis de la poste et les accompagneront du wagon d'arrivée au wagon de départ, mais ils ne pourront pas les ouvrir ou les visiter.

S'il y avait de graves soupçons d'infraction aux lois de la douane, les agents susdits devront accompagner les malles, les sacs et les paquets contenant les correspondances au bureau de poste, pour assister à leur ouverture, laquelle est toujours réservée aux employés de la poste.

Art. 25. Les Administrations des chemins de fer français et italien faciliteront, par tous les moyens possibles, le transbordement des colis et des dépêches de la poste d'un train à l'autre. A cet effet les trains à l'arrivée seront rapprochés autant que possible des trains de départ.

Sur la demande qui lui en sera faite, le personnel des chemins de fer devra aider au transbordement des dits colis et dépêches moyennant la redevance qui sera fixée d'accord entre les Administration des chemin de fer et l'Administration des postes.

Art. 26. Il sera établi à Vintimille une gare qui sera commune aux deux chemins de fer italien et français et où seront installés les services de la douane, du télégraphe et de la poste des deux pays.

Le service technique de cette gare sera fait par le personnel et sous la direction de l'Administration du chemin de fer italien conformément aux conditions qui seront réglées de concert entre les deux Administrations italienne et française, et, à défaut d'accord entre les dites Administrations, par les deux Gouvernements intéressés; mais chaque Administration aura à la gare de Vintimille un agent distinct pour représenter spécialement ses intérêts commerciaux tant vis-à-vis du public, que vis-à-vis de l'autre Administration. Pour l'Administration italienne, cet agent pourra être le chef de gare chargé de diriger le service technique commun aux deux Compagnies.

L'Administration du chemin de fer italien devra fournir, dans les conditions de son cahier des charges, et sur la base d'une réciprocité parfaite, à l'Administration française, à la gare de Vintimille, les locaux nécessaires à l'installation des services de la douane, du télégraphe et de la poste.

L'Administration du chemin de fer italien devra fournir à l'Administration du chemin de fer français, à la même gare, les locaux nécessaires pour l'abri de ses locomotives, de ses wagons et du personnel détaché dans cette gare pour les services spéciaux, tels que traction, conduite des trains, service commercial, etc., qui ne rentrent pas dans le service commun confié à l'Administration italienne.

Les projets des voies et bâtiments à établir pour le service international seront concertés entre les deux Gouvernements.

Toutes les dépenses d'établissement de la station de Vintimille seront à la charge de l'Administration italienne qui recevra de l'Administration du chemin de fer français, à titre de loyer, l'intérêt annuel à cinq pour cent (5 0/0) des dépenses afférentes aux constructions affectées au service exclusif de ce dernier chemin, et l'intérêt, au même taux, de la moitié des dépenses relatives aux constructions affectées au service commun.

Les frais d'entretien des dites constructions, avancés de même par l'Administration italienne, seront partagés d'après les mêmes bases.

Art. 27. L'Administration du chemin de fer français sera exclusivement chargée de l'exploitation de la partie du chemin de fer de Menton à Vintimille qui est située sur le territoire italien.

Les questions relatives à l'entretien de cette section seront réglées de concert entre les deux Administrations italienne et française, et, à défaut d'accord entre les dites Administrations, par les deux Gouvernements intéressés.

Conformément aux dispositions de l'art. 28 de la convention du 7 mai 1862, le péage à payer par l'Administration du chemin de fer français à l'Administration du chemin de fer italien, pour le parcours de ses trains entre la frontière et Vintimille, est fixé aux deux tiers des recettes que fera la première de ces Administrations pour les trajets effectués par ses trains entre la frontière et la gare de Vintimille, l'entretien et la surveillance de cette partie de la ligne restant à la charge de l'Administration italienne.

Il est entendu d'ailleurs, que, pendant tout leur séjour sur le territoire italien, les mécaniciens et le personnel des trains français seront soumis aux lois et règlements concernant l'exploitation des chemins de fer italiens.

Il est entendu également que les tarifs appliqués sur la section italienne ne pourront pas dépasser le maximum du tarif légal de l'Administration italienne, ni être établis sur un parcours supérieur au nombre de kilomètres parcourus ou entamés.

L'Administration du chemin de fer français sera tenue d'acquitter directement les impôts perçus sur les transports à grande et à petite vitesse au profit de l'Etat italien.

Art. 28. Le Gouvernement italien garantit au Gouvernement français, et le Gouvernement français garantit au Gouvernement italien, en ce qui concerne la gare internationale de Vintimille et la section comprise entre cette gare et la frontière française, toute la réciprocité des stipulations contenues dans les articles 3 à 25, relatifs à la gare internationale de Modane et à la section comprise entre cette gare et la frontière italienne.

Art. 29. Chaque Gouvernement pourvoira au logement de son personnel attaché au service de la douane dans les deux stations de Modane et de Vintimille.

Art. 30. La présente convention demeurera en vigueur pendant cinq années, à partir du jour de l'échange des ratifications.

Au delà de cette période, elle continuera à être obligatoire tant que l'une des Hautes Parties contractantes n'aura pas annoncé, six mois à l'avance, l'intention d'en faire cesser les effets.

Art. 31. Sont maintenues toutes les dispositions de la convention du 7 mai 1862 qui ne sont pas contraires aux précédentes stipulations.

Art. 32. La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées, à Paris, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des deux pays contractants.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leur cachet.

Fait à Paris, en double original, le vingt janvier mil-huit-cent-soixante-dix-neuf.

CIALDINI. (*L. S.*) WADDINGTON. (*L. S.*)

***Il Num.* MMDCLXXIV (*Serie 2ª, parte supplementare*) *della Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto*:**

UMBERTO I

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visti gli atti costitutivi e lo statuto della Società per le operazioni di credito ordinario, mobiliare ed altre, sedente in Torino col nome di *Banca Piemontese*, col capitale nominale di lire 10 milioni divisi in n. 40,000 azioni da lire 250 ciascuna, e colla durata di anni 50, decorrendi dalla data del presente decreto;

Visto il titolo VII, libro I, del Codice di commercio;

Visti i Reali decreti del 30 dicembre 1865, n. 2727, e del 5 settembre 1869, n. 5256;

Udito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Società di credito, anonima per azioni al portatore, denominata *Banca Piemontese*, sedente in Torino ed ivi costituitasi coll'atto pubblico del 13 luglio 1880, rogato in Torino dal notaio Gasparo Cassinis, è autorizzata, ed il suo statuto, qual è inserito al predetto atto costitutivo, è approvato, salvo le modificazioni seguenti:

In fine del paragrafo XII dell'art. 10 sono aggiunte le parole seguenti: « Salvo per la provincia romana l'osservanza della convenzione colla Banca Romana, approvata col R. decreto del 2 dicembre 1870. »

Nell'art. 19 dopo le parole « ad uno o più dei suoi membri » sono inserite le parole: « sotto la sua responsabilità. »

Nell'art. 31 le parole « a più di cinquanta voti » sono sostituite dalle parole « a più di venticinque voti. »

Nell'art. 37 paragrafo 5° sono soppresse le parole « la reintegrazione. »

Art. 2. La Società contribuirà nelle spese degli uffizi d'ispezione per lire 500 annuali pagabili a trimestri anticipati.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Monza, addì 2 settembre 1880.

UMBERTO.

L. MICELI.

Visto — *Il Guardasigilli*
T. VILLA.

MINISTERO DELLA GUERRA

Avviso.

Il Ministero della Guerra avverte che nel prossimo mese di ottobre avrà luogo la rassegna di rimando dei militari di 1ª e 2ª categoria in congedo illimitato appartenenti al R. Esercito permanente ed alla milizia mobile divenuti inabili al servizio.

Essi devono farne domanda per mezzo del sindaco del proprio comune al rispettivo comandante di distretto militare, al quale dovrà pervenire non più tardi del giorno 10 dello stesso mese di ottobre.

Roma, 10 ottobre 1880.

(*Si pregano gli altri giornali a riprodurre il presente avviso*).

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO

L'agente di cambio signor De Monaco Palmerindo, per effetto del Reale decreto 22 agosto 1880, ha cessato di essere accreditato presso l'Intendenza di Finanza in Napoli per le operazioni del Debito Pubblico.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO

Con decreto del 9 corrente il Ministro di Agricoltura ordinò la distruzione e il trattamento al solfuro di carbonio della zona infetta dalla fillossera in un podere di proprietà di Fé Besana, colono Arsi Angelo, numero di mappa 238, nel comune di Agrate Brianza, provincia di Milano.

MINISTERO DELLA ISTRUZIONE PUBBLICA

DIVISIONE DELL'INSEGNAMENTO TECNICO

È aperto in Roma, presso il Ministero della Pubblica Istruzione, concorso per titoli o per esami, o per titoli ed esami insieme, alle cattedre vacanti negli Istituti tecnici governativi qui appresso indicati.

Gli aspiranti al concorso devono far domanda sopra carta da bollo da lire 1 20, e provare di possedere i requisiti richiesti dall'articolo 206 della legge 13 novembre 1859 sulla Pubblica Istruzione.

I concorrenti a due o più cattedre, anche quando le medesime si riferiscano ad insegnamenti affini, hanno obbligo di presentare tante domande quante sono le cattedre cui aspirano, ed unire a ciascuna domanda copia autentica dei titoli corrispondenti, dovendo i medesimi essere consegnati a speciali Commissioni esaminatrici.

Il tempo utile per la presentazione delle domande a questo Ministero — Divisione dell'insegnamento tecnico — scade col giorno 20 ottobre 1880, ed i concorrenti indicheranno con esattezza nella domanda il rispettivo domicilio, affinchè possano esser loro fatte le comunicazioni occorrenti.

Per le cattedre di chimica e di disegno il concorso avrà luogo esclusivamente per esami. Questa condizione non dispensa tuttavia i concorrenti dall'unire alle loro domande i titoli di cui sono forniti.

Il tempo in cui avranno luogo gli esami, e le norme con cui i medesimi saranno dati, verranno fatti noti ai singoli concorrenti con particolari comunicazioni.

La somma assegnata a ciascuna cattedra rappresenta il massimo dello stipendio che il Ministero potrà concedere al vincitore del concorso.

Elenco delle cattedre per le quali è aperto il concorso.

Istituto tecnico di Alessandria.

Lettere italiane, 2° biennio . . . . L. 2640

Istituto tecnico di Aquila.

Matematiche superiori e geometria descrittiva . . . L. 2400

Istituto tecnico di Catania.

Lingua francese . . . . L. 1920

Istituto tecnico di Como.

Lettere italiane, 1° biennio. . . . . L. 2160

Istituto tecnico di Forlì.

Agraria ed estimo. . . . . L. 2400

Istituto tecnico di Mantova.

Chimica . . . . L. 2640

Istituto tecnico di Palermo.

Geografia . . . . L. 2400
Lettere italiane . . . . » 2160
Matematiche elementari. . . . . » 2160
Disegno . . . . » 2160

Istituto tecnico di Piacenza.

Geografia . . . . L. 2400

Istituto tecnico di Roma.

Lingua inglese. . . . . L. 2400

Istituto tecnico di Sassari.

Lettere italiane, 2° biennio. . . . . L. 2400

Istituto tecnico di Torino.

Diritto privato positivo ed elementi di etica civile e diritto . . . . L. 2400

Roma, 20 agosto 1880.

Il Direttore Capo della Divisione dell'Insegnamento tecnico
O. CASAGLIA.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Avviso di concorso.

È aperto un concorso al posto di maestro di ornato e plastica ornamentale nell'Istituto di belle arti di Lucca.

Gli oneri dell'insegnante sono cinque lezioni per settimana durante l'anno scolastico.

Lo stipendio è di lire annue 1200. Gli artisti che vogliono concorrere al posto suddetto dovranno far pervenire la loro domanda al Ministero della Pubblica Istruzione (Provveditorato per gli studi artistici) nel termine di giorni quaranta dalla data del presente avviso.

Le domande, su carta bollata da lira una, dovranno essere corredate degli allegati seguenti:

1. Documenti comprovanti i titoli del concorrente.
2. Saggi di ornamenti ritratti da classiche opere di rilievo, con la matita e con l'acquerello, a mezza macchia e ad intero effetto.
3. Saggi di composizione ornamentale in disegno.
4. Saggi di composizione ornamentale, plasticati.
5. Saggi di disegno architettonico con semplici linee, ed eseguiti con l'acquerello a pieno effetto.
6. Saggi di composizione architettonica, decorata di ornamenti.

E i concorrenti dovranno far constare, con atto di notorietà disteso nei consueti modi dinanzi al sindaco, di essere i veri autori delle opere presentate.

Roma, a dì 30 agosto 1880.

Per il Provveditore Capo per l'Istruzione Artistica
O. Ciacchi.

DIREZIONE GENERALE DEI TELEGRAFI

Avviso.

L'Ufficio internazionale delle Amministrazioni telegrafiche, residente a Berna, annunzia che è interrotto il cavo sottomarino fra Amoy e Shanghai (China). — I telegrammi per Shanghai sono istradati per la via austro-russa (Wladiwostock), riscuotendo le tasse relative.

Roma, 10 settembre 1880.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifica d'intestazione (3ª *pubblicazione*).

Si è dichiarato che la rendita seguente del consolidato 5 per cento, cioè: n. 631811 d'iscrizione sui registri della Direzione Generale, per lire 55, al nome di Contatore *Luigi* fu Vincenzo, minore, sotto l'amministrazione della madre D'Andrea Angela, è stata così intestata per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito Pubblico, mentrechè doveva invece intestarsi a Contatore *Luisa* fu Vincenzo, minore, sotto l'amministrazione della madre D'Andrea Angela, vera proprietaria della rendita stessa.

A termini dell'articolo 72 del regolamento sul Debito Pubblico si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione Generale, si procederà alla rettifica di detta iscrizione nel modo richiesto.

Roma, li 19 agosto 1880.

Per il Direttore Generale: Ferrero.

PARTE NON UFFICIALE

DIARIO ESTERO

Da Costantinopoli si scrive per telegrafo al *Daily News* che la Porta fa gli sforzi più energici per evitare la dimostrazione navale. Uno straordinario Consiglio di ministri è stato tenuto l'8 corrente a Costantinopoli. Vi si è deciso di indirizzare ai rappresentanti della Sublime Porta all'estero una circolare per invitarli ad informare i vari governi che il governo turco è fermamente deciso di rimettere senza altri indugi Dulcigno al Montenegro e che per conseguenza la dimostrazione navale non era necessaria. Questa circolare, secondo il corrispondente, sarebbe stata inviata per telegrafo ai suddetti rappresentanti.

Delle istruzioni telegrafiche, sempre secondo lo stesso corrispondente, sarebbero state pure trasmesse ai comandanti delle truppe in Albania. Questi comandanti sarebbero stati invitati a prendere le misure necessarie per far eseguire le decisioni della Porta ed a fare il possibile per ottenere la sottomissione pacifica degli albanesi, e se questo non è possibile, a far uso della forza.

Un telegramma da Vienna al *Daily Telegraph* annunzia però che le potenze hanno deciso di procedere alla dimostrazione navale, sebbene la Porta abbia promesso di consegnare immediatamente Dulcigno ai montenegrini.

A Ragusa intanto sono arrivati tutti i legni che dovranno prender parte alla dimostrazione. Non vi si attendono più che i bastimenti francesi, i quali vi arriveranno tra breve.

L'*Agenzia Havas* ha da Costantinopoli, 9 settembre, che gli ambasciatori delle grandi potenze rimetteranno fra brevissimo tempo alla Porta una nota collettiva a proposito delle riforme da introdursi in Armenia. In questa nota sarebbe disapprovato, in gran parte, il progetto della Porta.

Scrivono da Erzerum 24 agosto alla *Politische Correspondenz* che gli armeni abitanti della pianura di Zeitun hanno prese le armi. Babik Ischkan, personaggio che gode di molta influenza tra i suoi compatrioti, si è posto alla testa degli insorti i quali già minacciano di invadere l'alta Armenia. Un altro centro insurrezionale con parecchie migliaia di uomini bene armati si è formato al sud della nuova Bajazid.

Da Van si ha notizia che sette villaggi curdi furono incendiati dagli insorti. Gli armeni cristiani nestoriani del paese di Djulimeri si sono anch'essi rivoltati ed hanno proclamato l'ottimate Marschiman come capo civile e militare, ciò che dà al movimento un carattere generale. Marschiman colle sue genti si è diretto sopra Van.

La posizione del governo apparisce precaria. Il governatore generale di Van, Samih pascià, che sta per essere attaccato dagli insorti, non dispone che di un pugno di uomini. Egli ha chiamati i rèdifs ed ha ordinato alle guarnigioni sparse per l'Armenia di concentrarsi presso Van. Ma ci vorrà tempo prima che egli possa trovarsi in grado di combattere e frattanto gli insorti potrebbero compiere qualche operazione decisiva. Oltredichè sembra che Samih pascià non debba attendersi da Costantinopoli alcun rinforzo.

I giornali inglesi si occupano della Sessione del Parlamento testè chiusa.

Il *Times* si pronuncia in favore del gabinetto, che a suo avviso può vantarsi di aver lavorato molto e con profitto. “ I conservatori, dice il *Times*, accusano il governo di aver proposto dei provvedimenti rivoluzionari, mentre tutte le misure da esso prese sono notevoli per la loro moderazione. Una delle misure che è stata particolarmente censurata dai conservatori è il *bill* sulla selvaggina, eppure la necessità di sistemare questa questione è stata riconosciuta da lord Beaconsfield istesso. Lord Beaconsfield e sir Stafford Northcote devono deplorare di non avere essi stessi proposto quel *bill*, e se il capo del gabinetto precedente avesse detto al paese ciò che ha detto alla Camera dei lordi, esso non avrebbe perduto tanti voti nelle contee nelle ultime elezioni. „ Il *Times* però ammette che vi sono ancora dei *bills* molto importanti da far passare, e che il ministero si trova spesso in una posizione difficile tra le domande dei suoi alleati più avanzati da una parte, e i conservatori e i liberali timidi dall'altra.

Per il *Daily News* la Sessione ha avuto dei buoni risultati. Il governo ha fatto approvare dei *bills* importanti ed ha dovuto tener fronte a numerose difficoltà provocate dai membri del precedente gabinetto. “ Le faccende dell'Afghanistan, dice il *Daily News*, sono quasi al termine, e lo sgombro, che i conservatori denunziavano come funesto, ne affrettò invece la soluzione. L'Inghilterra potrà tra breve ritirarsi con onore, non senza, è vero, aver pagata cara la politica di avventure di lord Beaconsfield. „

Un corrispondente del *Times* da Candahar manda a questo giornale un resoconto della vittoria riportata dal generale Roberts sull'esercito di Ayub Khan.

Quest'ultimo aveva stabilite le sue posizioni dietro quella catena di montagne che comincia davanti il fiume Argandab e va a terminare all'estremo oriente sotto il nome di Pir-Paimac. Due gole attraversano questa catena di montagne: il Baba-Wali e il Morcha. Il primo, facile a superarsi, era fortemente occupato dal nemico, il secondo, meno praticabile e fronteggiato da parecchi canali paralleli derivati dall'Argandab procurava agli afghani una specie di difesa naturale. A tergo sorge una montagna isolata sulla quale il nemico si appoggiava.

Era su quest'ultimo punto, da lui considerato come la chiave delle posizioni nemiche, che il generale Roberts aveva risoluto di tentare l'attacco.

Cominciata alle nove ore del mattino, l'azione si disegnava già verso le ore dieci e mezzo in favore degli inglesi. Il villaggio situato appiedi della montagna cadeva in potere del 92° e del 2° goorkhas dopo aver subito un bombardamento di un'ora.

Durante questo tempo la brigata del generale Baker girava le linee nemiche dal lato della gola di Morcha. Gli afgani gli opposero una viva resistenza e fu su questo punto che le truppe inglesi toccarono le maggiori perdite. Ma fu anche là che venne deciso il successo della giornata. Le truppe del generale Baker avendo presi due cannoni e sbaragliati alcuni distaccamenti nemici, il panico invase il grosso dell'esercito di Ayub Khan che prese la fuga incalzato dalla fanteria e dalla cavalleria inglese.

Trentadue pezzi di artiglieria erano già caduti in potere della brigata Baker al momento in cui essa si soffermò per pigliar fiato nel villaggio di Mazza. Un corpo di cavalleria che inseguì i nemici ne uccise da due a trecento. La sera le forze del generale Roberts bivaccavano sulle posizioni del nemico.

Vi si è trovato il corpo del luogotenente Maclaine, che gli afghani ritenevano come ostaggio e che essi uccisero al momento della disfatta. Fra i morti da parte degli inglesi figurano un colonnello e due capitani. Il totale dei loro morti fu di ventinove, e quello dei feriti di centoquarantuno. Dopo la battaglia il generale Roberts passò in rassegna le truppe; si congratulò con loro e ne ebbe entusiastiche acclamazioni.

In una lettera da New-York all'*Indépendance Belge* si legge che il gabinetto di Washington ha ricevuto dall'ambasciatore chinese una comunicazione, la quale ha prodotto una certa impressione nei circoli commerciali di New-York e di San Francisco.

Affine di estendere le relazioni commerciali del Celeste Impero, il governo di Pechino ha deliberato di sopprimere lo antico editto, il quale proibiva ai sudditi chinesi di fare direttamente il commercio coll'estero. Per l'avvenire sarà dato ogni maggiore impulso alle relazioni marittime cogli altri paesi.

Come conseguenza di questa misura sono già partiti alla volta di San Francisco e con equipaggi esclusivamente asiatici dei bastimenti carichi di mercanzie chinesi. Inoltre si parla di organizzare fra la China e Cuba una linea di vapori che sarebbero specialmente impiegati al trasporto degli emigranti per le piantagioni dello zucchero e dei tabacchi nelle Antille spagnuole.

I negozianti di New-York e di San Francisco gridano al pericolo di vedere il commercio marittimo fra l'Asia e l'America accaparrato dai chinesi. Il corrispondente dell'*Indépendance Belge* non vede che un fatto semplicemente normale in questo tentativo dei chinesi di imitare l'esempio dei giapponesi e delle nazioni europee.

TELEGRAMMI

(AGENZIA STEFANI)

Costantinopoli, 11. — Riza pascià telegrafa che gli albanesi sono risoluti a resistere. Venne convocato immediatamente un Consiglio dei ministri.

Assicurasi che il sultano sia disposto a adoperare la forza contro gli albanesi.

In quanto alle riforme da introdursi nell'Armenia, si crede che le potenze propongano per questa provincia un'autonomia analoga a quella del Libano.

Parigi, 11. — Freycinet convocò il Consiglio per sabato prossimo, 18.

I ministri, sotto la presidenza di Grévy, scioglieranno la questione delle Corporazioni religiose.

Firenze, 11. — S. M. il Re e il Principe Amedeo, accompagnati dal Ministro Milon e dal generale Bertolè-Viale, visitarono la facciata del Duomo.

Ricevuti dal sindaco e dal prof. De Fabris, salirono fino alla cima, esaminando minutamente tutti i lavori.

Il Re strinse la mano al maestro Marucelli, capo dirigente dei lavori.

Quindi S. M. e il Principe visitarono il lavoratorio, trattenendovisi molto tempo.

Gli operai acclamarono caldamente S. M. il Re, che uscì commosso, dimostrando la sua soddisfazione.

Il Re ed il Principe recaronsi poi a visitare l'Esposizione delle frutta e degli ortaggi nel giardino della Reale Società toscana di orticultura.

Il Re esaminò con interesse l'Esposizione, dimostrando la sua soddisfazione di vedere così bene rappresentate le varie provincie d'Italia.

Stamane è arrivata l'ambasciata giapponese.

Stasera ha luogo un pranzo di Corte, al quale sono invitate le autorità civili; domani saranno invitate a pranzo le autorità militari, coll'intervento de' capi delle missioni estere.

Stasera vi sarà una processione con fiaccole.

Il Re interviene al Teatro della Pergola.

S. M. ha firmato i decreti che conferiscono parecchie decorazioni agli ufficiali esteri intervenuti alle manovre.

Lemberg, 11. — L'imperatore è arrivato.

Il Siniscalco pronunziò, alla stazione, un discorso presentando i suoi omaggi.

S. M. fu ricevuta presso la Porta del Trionfo dal borgomastro, il quale le presentò le chiavi della città.

L'imperatore rispose a questi discorsi profondamente commosso dalle espressioni di affetto e di devozione.

S. M. entrò in città al suono delle campane e allo sparo dei cannoni e fu accolto lungo le strade con ovazioni entusiastiche.

Aden, 10. — Proveniente da Bombay giunse il vapore *India*, della Società Rubattino e proseguì per Napoli e Genova.

Milano, 11. — Oggi ebbe luogo la chiusura del Congresso dei sordomuti.

Lessero discorsi i signori Zucchi, Tarra, Correnti, Frank ed altri illustri stranieri, che rivolsero parole cortesi al prefetto.

Questi con felicissima improvvisazione inviò un reverente saluto a S. M. la Regina, personificazione della beneficenza.

Parigi, 11. — Deves, presidente della sinistra repubblicana, scrisse una lettera in risposta a quella di Guichard, nella quale ricusa di convocare quel gruppo, perchè esso non deve sostituire la sua responsabilità a quella del governo. La lettera soggiunge che spetta al governo di seguire la volontà nazionale espressa dai voti della Camera. Le Camere, quando si riapriranno, daranno con riflessione un giudizio sugli atti del governo, che allora saranno definitivi. Intanto, dice Deves, noi dobbiamo limitarci a fargli conoscere le nostre impressioni individuali.

Vienna, 11. — La *Corrispondenza Politica* ha da Londra:

Il gabinetto britannico ricevette una comunicazione del Principe di Montenegro, il quale rinunzia alla cessione di Dinosi e di Grudi, qualora la Porta consegni formalmente e pacificamente Dulcigno al Montenegro.

Firenze, 11. — La ritirata colle fiaccole riuscì benissimo.

Giunta in Piazza Pitti, la folla acclamò vivamente S. M.

Il Re si è affacciato al terrazzino per ringraziare.

Al teatro della Pergola S. M. fu ricevuta con grandi applausi.

Madrid, 12. — La Regina ha dato felicemente alla luce una Principessa.

Costantinopoli, 12. — Dietro proposta dell'Austria, gli ambasciatori consegnarono alla Porta una dichiarazione, colla quale le potenze garantiranno le proprietà dei mussulmani e dei cristiani che abitano nei distretti da cedersi alla Grecia ed al Montenegro.

Berlino, 12. — Il principe ereditario d'Austria è arrivato questa mattina alle ore 9, e fu ricevuto alla stazione dall'imperatore, dal principe ereditario di Germania, dai principi Reali e dai generali.

L'imperatore e i principi indossavano l'uniforme austriaca e il principe Rodolfo l'uniforme prussiana.

L'imperatore e i principi abbracciarono e baciarono il principe ereditario d'Austria, il quale fu accompagnato dall'imperatore al Castello.

Una folla immensa acclamava vivamente l'imperatore e i principi.

Firenze, 12. — S. M. il Re, accompagnato dal Principe Amedeo, dal Ministro Milon, da uno splendido stato maggiore e dagli ufficiali esteri, è giunto al campo di Marte alle ore 10 1|4.

S. M., applaudita fragorosamente dai numerosi spettatori, incominciò tosto a percorrere le file dei due corpi di esercito; quindi si è collocata pel *défilé*.

La tenuta delle truppe e la precisione dei movimenti furono ammirabili.

Lo spettacolo era splendido.

Finito il *défilé*, S. M. percorse le stesse vie a cavallo e fu applaudita entusiasticamente.

Le vie e le finestre erano gremite di spettatori che gettavano una quantità straordinaria di fiori.

Cremona, 12. — L'inaugurazione della Esposizione agricola riuscì splendidissima.

Il Ministro Miceli fu molto applaudito e lesse fra entusiastici applausi un telegramma di congratulazione a S. M. il Re.

Il concorso degli esponenti è grandissimo.

Treviso, 12. — Il comizio in favore del suffragio universale tenuto al teatro Garibaldi riuscì affollato.

Parlarono Bertani e parecchi altri, fra i quali due operai. Ordine perfetto.

Firenze, 12. — Oggi ebbe luogo una dimostrazione delle Associazioni militari ed operaie di Firenze e delle provincie con bandiere e musiche.

La dimostrazione, recatasi in piazza Pitti, acclamò Sua Maestà il Re.

S. M. invitava a salire al palazzo il Comitato delle Associazioni riunite e quello delle feste.

Il presidente delle Associazioni, conte Alessandri, pronunziò un discorso.

Il Re rispondeva affettuosissime parole, assicurando che soprattutto riuscivangli care l'accoglienza e le feste che facevansi all'Esercito; informossi dell'andamento delle Associazioni; rivolse parole a ciascuno, stringendo a tutti la mano.

Quindi il corteggio recossi alla dimora del generale Mezzacapo.

Una Commissione presentossi al generale ed espressegli i sentimenti delle Associazioni verso l'Esercito.

Le Associazioni si sciolsero poi al grido di *Viva il Re, Viva l'Esercito, Viva l'Italia!*

Stasera la città è splendidamente illuminata.

Costantinopoli, 12. — È avvenuto un cambiamento ministeriale.

Said pascià è nominato primo ministro. Furono inoltre nominati: Assym pascià, ex-presidente della Commissione europea per la Rumelia, ministro degli affari esteri; Server pascià presidente del Consiglio di Stato; Chiamil pascià ministro della pubblica istruzione; Nazif pascià ministro degli Evkaf (beni delle Moschee) e Raif pascià ministro del commercio.

Gli altri ministri restano.

Un iradè imperiale, nominando Said pascià primo ministro, dice: Vista l'importanza della situazione e l'urgenza di accelerare le misure da prendersi, abbiamo creduto necessario di recare un

grande cambiamento nel ministero per dare una soluzione soddisfacente alle questioni pendenti.

Simla, 12. — Corre voce che sia scoppiata una insurrezione nello Herat e che il governatore sia stato massacrato.

Madrid, 12. — Il battesimo dell'infanta è fissato per martedì. La Regina Isabella sarà la matrina. La Regina e la neonata stanno bene.

Ragusa, 12. — Seimila montenegrini, con otto cannoni, si sono diretti a Dulcigno, pronti a combattere, se incontrassero resistenza.

È probabile che la consegna formale di Dulcigno abbia luogo il 15 corrente.

Berlino, 12. — L'Imperatore nominò il Principe ereditario d'Austria, arciduca Rodolfo, maggior generale.

Appena l'arciduca giunse nei suoi appartamenti, nel palazzo Reale, l'imperatore, che l'aveva accompagnato, gli attaccò colle proprie mani le spalline di maggior generale.

Questa sera ha luogo al palazzo imperiale un gran pranzo in onore dell'arciduca.

Parigi, 12. — Il *Français* conferma che tutte le Congregazioni, eccettuata una sola, hanno aderito alla Dichiarazione.

Il *Temps*, parlando degli apprezzamenti pessimisti dei giornali di destra, constata che la condotta della Francia nella questione d'Oriente è prudente e riservata; fa risaltare le intenzioni pacifiche della Repubblica, la quale è manifestamente interessata a vivere in pace coi suoi vicini, e a dedicarsi allo sviluppo degli affari interni.

NOTIZIE DIVERSE

Le regate sul lago di Como. — Leggiamo nel *Corriere del Lario*, del 10:

Le regate ebbero luogo nel bacino di Bellano. Le barche dovevano partire da Gittana sopra Varenna, risalire il lago, girare il segnale posto fra Rezzonico e Dervio e poi ritornare contro vento al punto di partenza, dove trovavasi il Giurì.

Il Giurì era composto dei signori: Armstrom Federico — Carcano nob. Pietro — Catenazzi ing. Gio. Battista — Colli Riccardo — Noseda Guido — Ricordi Giuseppe — Rubini Camillo — Struth cav. Emilio — Visconti di Saliceto conte Galeazzo.

Le imbarcazioni che presero parte alle regate erano: *Aida* del conte Rinaldo Taverna — *Condor* di Pippo Vigoni — *Crescent* di Teodoro Gaddum — *Dardo* di Eugenio Brambilla — *Janette* del conte Dal Verme — *Josephine* del duca Melzi d'Eril — *Mizi* di Ernesto Nessi — *Ninette* del conte Dal Verme — *Serpolette* dei signori Weddel.

Le regate ebbero principio alle dodici e mezzo all'incirca. Però non tutte le imbarcazioni partirono contemporaneamente. Il giudizio tenuto quest'anno dal Giurì nel conferire i premi era diverso da quello che si soleva tenere negli anni antecedenti. Un cronometro notava di ciascuna imbarcazione l'ora della partenza e l'ora dell'arrivo. Il tempo impiegato nel percorrere il tragitto (8600 metri), dedotto l'alleviamento, doveva decidere della vittoria.

L'*Aida*, che aveva l'alleviamento *zero*, riportò il primo premio. Partita alle 12 38' 26" percorse il tragitto in ore 1 7' 24". Secondo arrivò il *Dardo*, partito alle 12 27' 50". Giunse alla meta dopo ore 1 16' 14". Dedotto il suo alleviamento, il tempo si ridusse ad ore 1 11' 56". Vinse il terzo premio la *Mizi*, che partì alle 12 38' 07" ed impiegò nella corsa ore 1 15' 23", ossia, sempre dedotto l'alleviamento, ore 1 14' 23".

Il primo ed il secondo premio consistevano in due stupendi vasi giapponesi; il terzo in una elegante bandiera.

Delle altre imbarcazioni, noteremo soltanto la *Ninette* e il *Crescent* che arrivarono poco dopo. La prima vi impiegò ore 1 17' 16"; il secondo ore 1 31' 16".

Non mancarono ai regatanti i *casi impreveduti*. Il signor Nessi, fra gli altri, ebbe la sfortuna di veder rotta una vela della sua *Mizi*.

Del resto fu una regata riuscitissima. Quel tratto di lago in faccia a Gittana era quasi coperto di lancie, di *jole*, di barche grosse e piccole, ed all'intorno volteggiavano il battello *Italia*, il vaporino *Bellagio* e due altri vaporini più piccoli, uno del duca Melzi, l'altro del Giurì; mentre sulla prua della *Lombardia*, dove fungeva ottimamente da capitano il signor Scalini, suonava alla distesa la brava banda musicale di Bellagio.

Alle 4 le regate erano finite.

Archeologia. — Il *Roma* di Napoli, del 12, scrive che nella contrada Conca d'Oro, in territorio di Alife, nell'occasione dei lavori agricoli si sono scoperti molti sepolcri di tufo e di terracotta, i quali pel loro numero lasciano credere che in quel luogo si fosse estesa la necropoli alifana. I sepolcri di tufo sono di bella costruzione, con pareti dipinte a fresco, e ricchi di vasi fittili, specchi di bronzo, pietre incise ed altri oggetti di stile greco romano.

I tiratori italiani in Svizzera. — Leggesi nell'*Arena* di Verona:

I nostri concittadini signori Verda Secondo e dott. Ugo Bernardi, presero parte al tiro federale che ebbe luogo in questi giorni a Locarno (Svizzera).

Essi riportarono splendide vittorie, come risulta da questo telegramma che ci fu spedito da Luvino:

« Verda ottenne il primo premio nel bersaglio *Patria*, il terzo in quello *Militare*. Ugo Bernardi ebbe il primo premio nel bersaglio *Locarno*. Gli italiani furono festeggiatissimi. »

Cure da apprestarsi alle persone morsicate da un cane idrofobo o sospetto. — La Commissione centrale del Comitato di salubrità di Bruxelles ha pubblicato or ora delle avvertenze popolari intorno alla rabbia canina; da queste avvertenze togliamo quanto si riferisce alle cure da apprestarsi ad una persona morsicata.

« L'unico mezzo di preservazione per le persone morsicate da un cane idrofobo è la cauterizzazione la più sollecita e completa delle ferite ed anche delle semplici graffiature prodotte dal dente del cane.

« Finchè non giunga il medico, che dovrà essere tosto chiamato, giova in tali contingenze cauterizzare o far cauterizzare le ferite con ferro scaldato al calor bianco, o con acido solforico (olio di vitriolo), o con acido nitrico (acqua forte), o con qualunque altro caustico energico.

« E prima ancora, si avrà cura di comprimere immediatamente il membro morsicato, al di sopra della ferita, per mezzo d'un legacciolo qualunque serrato fortemente (quando ciò sia possibile) ed inoltre si laveranno le ferite con molta acqua, sforzandosi di cacciarne i liquidi colle dita.

« Quando la ferita si trovi in una parte del corpo che lo consenta, è necessario anche applicarvi una ventosa, la qual cosa è facilmente ottenuta bruciando un po' di stoppa od ovatta in un bicchiere, oppure un pezzo di carta o tela o dell'alcool, e applicando rapidamente l'orifizio del bicchiere sulla pelle della regione morsicata. »

Sinistri marittimi. — Dalla Direzione del *Veritas* di Parigi si pubblica la seguente statistica dei sinistri marittimi che furono segnalati durante il decorso mese di luglio 1880:

Le navi *a vela*, segnalate come perdute, comprese 9 che si sup-

pongono perdute perchè non se ne ebbero più notizie, furono 61, vale a dire: 26 inglesi, 7 norvegesi, 6 francesi, 4 tedesche, 3 americane, 3 olandesi, 2 danesi, 2 italiane, 2 portoghesi, 2 svedesi, una austriaca, una belga e 2 di nazionalità sconosciuta.

Le navi *a vapore*, segnalate perdute, furono 8, cioè: 7 inglesi e una di Norvegia.

Ferrovie locali in Austria. — Dal 1° gennaio vennero accordate 48 concessioni preliminari, delle quali 12 sono decadute, e 5 vennero prolungate. Tra queste ultime vi è quella prolungata sino al 9 settembre, della ferrovia fra Capo d'Istria e Pirano. Concessioni effettive ne furono accordate quattro sole: Czaslau-Zawaratec-Zleb, Bolzano-Merano, Hullein-Kremster e Linz-Kremsmünster. In generale in Austria il capitale non asseconda gli entusiasmi della città e degli industriali per queste ferrovie locali.

L'esplosione di Seaham. — Un telegramma da Durham, 8, ai giornali inglesi annunzia che la mattina precedente una terribile esplosione era avvenuta nella miniera di carbon fossile di Seaham.

Secondo le relazioni più recenti, erano discesi nella miniera in quella mattina 182 operai e ragazzi.

Una piccola parte di questi si spera siano salvi, trovandosi in un altro pozzo della miniera; si teme che vi siano più di 120 vittime.

Nove anni or sono un'altra esplosione fece circa 30 vittime nella stessa miniera.

Scoppio di una polveriera. — Il polverificio di Michaïleve Chostaski, il più importante della Russia, fu distrutto il 2 settembre, in seguito al fuoco appiccatovi da ignoti. Ottanta operai furono vittime di questo attentato, e i danni materiali oltrepassano i 4 milioni di rubli.

Un treno sott'acqua. — Togliamo dai giornali inglesi questo che può chiamarsi l'epilogo del disastro della Tay.

Lo spaventoso racconto è la trascrizione di una conversazione del signor James Ford, ingegnero incaricato degli scandagli nella Tay, per l'estrazione del treno precipitato l'anno scorso nelle onde all'imboccatura di quel fiume.

« La prima mia discesa, ha detto il signor Ford, mi condusse alla testa del treno. Il corpo del macchinista era ritto sopra la locomotiva, nella quale egli era impigliato per un piede.

« La corrente lo chinava leggermente e, di tanto in tanto, egli si muoveva lentamente da destra a sinistra come una pianta sottomarina.

« I suoi occhioni erano rimasti spalancati. È assai facile vedere che lo sventurato assai probabilmente avrebbe potuto risalire a galla, se, per una fatalità, il piede non gli fosse rimasto impigliato fra i due manubri d'ottone.

« Il fochista aveva la testa stritolata ed era mezzo sepolto sotto il carbone che gli si era rovesciato addosso.

« Entro il vagone-postale, stavano tre impiegati, tutti e tre stretti alla portiera a saliscendi che avevano potuto fare scorrere di qualche centimetro nel suo incastro. Una lotta suprema per uscire era successa fra loro, perchè uno aveva le mani rattrappite attorno al collo di colui dei suoi compagni che teneva la maniglia.

« In uno degli scompartimenti del primo vagone sei persone, tutta una famiglia probabilmente, occupavano i sei posti. Per uno strano caso, la morte, dopo la caduta, li aveva fatti ricadere al loro posto. Il loro volto aveva perduto tutte le contrazioni ed essi rimanevano lì immobili, nel loro vagone-feretro.

« Fuori del secondo scompartimento, si dondolava un corpo trattenuto per la testa che si era trovata presa nella portiera spaccata. Questo corpo era quello di un ufficiale. I suoi abiti erano laceri e le sue gambe nude erano già tutte rosicchiate dai crostacei della Tay. Dal petto gli usciva fuori per metà il lungo corpo di un'anguilla, che batteva l'acqua lentamente.

« Il secondo scompartimento del secondo vagone era quello che presentava lo spettacolo più orribile. La lanterna elettrica fece distinguere al signor Ford, a traverso le glauche opacità dell'acqua, tutto un ammasso di corpi schiacciati gli uni contro gli altri. V'era un bambino tutto spiaccicato e smisuratamente largo, mentre una donna, quasi affatto spaccata in due, non stava più insieme che per la parte superiore del corpo. Grossi pesci guizzavano e ripassavano a traverso quegli avanzi, e continuamente dai due sportelli fracassati si sprigionavano bolle d'aria che risalivano lentamente alla superficie. »

Da questo spaventoso viaggio, il signor Ford, riportò il sacco delle corrispondenze.

Gli ci vollero più di otto giorni prima che egli ardisse ridiscendere. Gli era stato impossibile, per le quarantotto ore, di mangiare qualsiasi cosa.

Decessi. — A Milazzo cessò di vivere quel dottissimo magistrato che fu il comm. Francesco Calcagno, presidente della Corte di cassazione di Palermo e senatore del Regno.

— Il *Corriere delle Marche* di Ancona dell'11 annunzia che, in età di soli 46 anni, cessava di vivere in quella città il colonnello Pietro Gusberti, direttore territoriale di artiglieria.

— A Bellefontaine, presso Fontainebleau, cessò di vivere, in età di 70 anni, la principessa Orloff, nata Gerebtzof, madre dello ambasciatore di Russia a Parigi.

— L'avvocato Emilio Alessio Segris, nato a Poitiers nel 1811, già ministro prima dell'istruzione pubblica e poi delle finanze sotto Napoleone III, è morto ultimamente in Isvizzera.

— In età di 87 anni è morto a Passy il generale di brigata comm. Dupleix.

— Nel castello di Leoville, nel dipartimento della Gironda, nella grave età di 99 anni, cessò di vivere il marchese di Las Cases, ex-ufficiale delle guardie del corpo di Luigi XVIII e di Carlo X, che si era ritirato dal servizio militare col grado di colonnello.

— Dal *Journal des Débats* del 9 si annunzia la morte del signor Teodoro de Taunay, console generale di Francia al Brasile.

— La settimana scorsa, scrivono da Zurigo al *Journal de Genève*, del 9, a Regendsdorf, in età di 84 anni, moriva il comandante Stabel, che si era arruolato volontario a 14 anni, e che, come militare, servì lo Stato per 70 anni.

APPUNTI BIBLIOGRAFICI

I Codici penali militari per l'Esercito e per l'Armata del Regno d'Italia comparati e illustrati per cura dell'avvocato ISIDORO MEL, avvocato fiscale militare presso i Tribunali militari per l'Esercito e per la Marina in Napoli (Napoli, E. Anfossi, editore libraio, 1880. Un volume in-8° grande di oltre 800 pagine. Prezzo lire 15).

L'Autore ha compilato l'opera che annunziamo, specialmente con la giurisprudenza del Tribunale Supremo di Guerra e Marina, delle Corti di cassazione e di appello, con riferimento sì alle leggi di diritto comune come alle leggi e ai regolamenti militari.

È veramente ammirevole l'ordine e la chiarezza con cui sono disposti tanti materiali che forniscono la più compiuta e la più autorevole illustrazione dei due Codici. Ufficiali e magistrati, difensori e studiosi trovano in tale opera così larga messe di questioni, di casi pratici, di risoluzioni che essa si rende così norma e guida all'ufficiale per gli studi di legislazione penale militare e per la pronunciazione delle sentenze allorchè siede come giudice nei Tribunali militari; al magistrato per la risoluzione di tante difficili questioni di competenza e di giurisdizione, al difensore di pubblici dibattimenti, allo studioso per la indicazione di quei confronti e di quelle riforme, le quali ultime sono pure pei due Codici in discorso un desiderato della scienza e della pratica giudiziaria.

Non dubitiamo che la presente pubblicazione del chiarissimo Autore avrà il medesimo accoglimento che già ebbero in Italia il suo Commento al Codice penale per l'Esercito e quello al Codice di procedura penale (del quale ultimo fu fatta non ha guari una 3ª edizione). Il Mel è oggimai tanto riputato per la perizia colla quale suole compilare i suoi lavori perchè riescano davvero rispondenti ai bisogni della pratica, che non abbiamo d'uopo di aggiungere maggiori parole in proposito.

TELEGRAMMI METEORICI

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 11 settembre 1880.

Vi è un centro di basse pressioni (745) al nord della Scozia, ed un'area di alte pressioni nella Russia del Baltico (770). Perciò le isobare sono in Europa intralciate, e la isobara 760 passa per Bodo, Oxo, Gap, Firenze, Ancona, Pola, Lesina, Foggia, Malta, Algeri, La Corogne. In Italia si ha 761 a Torino, Milano, Venezia; 760 a Porto Maurizio, Genova, Firenze, Ancona, Foggia, Bari; 761 a Roma, Napoli, Catanzaro, Palermo. Ieri o stanotte temporali con lampi e pioggia, oppure solo pioggia a Domodossola, Milano, Torino, Modena, Po di Primaro, Palmaria, Livorno, Firenze, Pesaro, Ancona, Città di Castello, Camerino, Aquila, Portoferraio, Civitavecchia, Roma, Cagliari. Stamane cielo quasi tutto coperto. Venti debolissimi o calma. Mare tranquillo; soltanto mosso a Po di Primaro. Tempo vario, tendente al temporalesco.

Roma, 12 settembre 1880.

Altissime pressioni nella Russia del Baltico (773 mm.) con gradiente che discende rapidamente così che l'isobara 760 passa per Bodo, Oxo, Niel, Monaco, Trieste, Foggia, Caltanissetta, Algeri. Basse pressioni in Irlanda e Scozia (750 mm.). Barometro in Italia o 760 mm. o sotto. Ieri o stanotte temporali ad Aquila, Roma, Torre Mileto, Foggia e nella penisola Salentina Pioggia o forte o leggera nell'alta Italia. Cielo nuvoloso dovunque. Stamane un quarto coperto nella bassa Italia; tutto coperto al nord. Vento forte soltanto al Gargano; debole o calmo altrove. Mare alquanto mosso lungo le coste dell'Adriatico e del Jonio. Tempo vario tendente al temporalesco.

BOLLETTINO METEORICO

DELL'UFFICIO CENTRALE DI METEOROLOGIA

Roma, 12 settembre, ore 7 ant.

Stazioni	Termometro	Stato del cielo	OSSERVAZIONI DIVERSE nelle 24 ore precedenti
Milano	+ 19,5	3/4 coperto	Massima 25°,9. Minima 17°,8.
Venezia	+ 20,1	tutto coperto	Massima 24°,7. Minima 17°,2.
Torino	+ 17,9	tutto coperto	Massima 24°,8. Minima 15°,8. Pioggia forte e nebbie umide nella notte.
Modena	+ 17,6	3/4 coperto	Massima 25°,2. Minima 16°,8. Stamane nebbia fittissima. Ieri vento di SW girante a NE.
Genova	+ 21,9	temporalesco	Massima 26°,3. Minima 20°,8. Pioggia leggera nella notte.
Pesaro	+ 18,3	1/4 coperto	Massima 23°,6. Minima 17°,1. Pioggia leggera ieri dopo mezzodì.
Porto Maurizio	+ 20,5	1/4 coperto	Massima 24°,6. Minima 19°,6.
Firenze	+ 19,0	sereno	Massima 27°,0. Minima 17°,5.
Urbino	+ 22,1	sereno	Massima 22°,4. Minima 17°,1. Pioggia leggera ieri dopo mezzodì.
Livorno	+ 20,6	1/2 coperto	Massima 28°,2.
Città di Castello	+ 15,3	nebbioso	Massima 27°,1. Minima 11°,2. Nella notte nebbia umida.
Camerino	+ 18,7	sereno	Massima 25°,4. Minima 17°,5.
Aquila	+ 14,6	1/2 coperto	Massima 25°,8. Minima 13°,5. Nella notte temporale con lampi, tuoni, pioggia e grandine.
Roma	+ 21,0	sereno	Massima 28°,9 Minima 20°,0. Ieri vario, a sera sereno e lampi a NE. Dopo mezzanotte temporale con lampi, tuoni e piogg.
Foggia	+ 21,7	1/4 coperto	Massima 33°,0. Minima 16°,5. Temporali con lampi e tuoni ieri dopo mezzodì.
Napoli (Capodimonte)	+ 22,8	1/4 coperto	Massima 29°,4. Minima 20°,7.
Potenza	+ 19,0	1/4 coperto	Massima 26°,8. Minima 14°,7. Pioggia leggera ieri dopo mezzodì.
Lecce	+ 23,6	3/4 coperto	Massima 31°,7. Minima 20°,7. Temporali con lampi, tuoni e pioggia fra il mezzodì e le 7 a.
Cosenza	+ 20,6	1/4 coperto	Massima 30°,2. Minima 19°,8.
Cagliari	+ 22,0	caliginoso	Massima 29°,0. Minima 22°,0.
Catanzaro	+ 23,5	1/4 coperto	Massima 30°,4. Minima 20°,2. Pioggia leggera ieri avanti mezzodì Caligine a S e SW nelle 24 ore.
Messina	+ 25,5	sereno	
Palermo (Valverde)	+ 27,2	sereno	Massima 31°,1. Minima 22°,4.
Caltanissetta	+ 24,0	sereno	Massima 29°,4. Minima 18°,7.

Osservatorio del Collegio Romano — 11 settembre 1880.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	760,7	760,0	759,1	759,2
Termomet. esterno (centigrado)	22,1	28,2	28,8	23,4
Umidità relativa....	72	51	46	69
Umidità assoluta...	14,29	14,42	13,53	14,80
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	NE. 3	E. 0	SW. 18	Calma
Stato del cielo........	7. cirro-cumuli	6. cirro-cumuli	7. cumuli	2. cirro-strati

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente).
Termometro: Massimo = 28,9 C. = 23,1 R. | Minimo = 20,5 C. = 16,4 R.
Mass. term. al piano della città 29,3.
Pioggia in 24 ore: mm. 6,5.
Temporale con lampi, tuoni e pioggia nella notte precedente.

Osservatorio del Collegio Romano — 12 settembre 1880.

ALTEZZA DELLA STAZIONE = 49m,65.

	7 ant.	Mezzodì	3 pom.	9 pom.
Barometro ridotto a 0° e al mare	759,4	759,3	758,8	760,1
Termomet. esterno (centigrado)	21,0	28,3	28,0	23,8
Umidità relativa...	87	53	61	90
Umidità assoluta...	16,12	15,07	17,06	19,65
Anemoscopio e vel. orar. media in kil.	N. 3	WSW. 5	WSW. 18	SSW. 0
Stato del cielo........	0. sereno vapori orizz.	2. cumuli intorno	2. cumuli	5. cirro-strati lampi all'E

OSSERVAZIONI DIVERSE

(Dalle 9 pom. del giorno precedente alle 9 pom. del corrente).
Termometro: Massimo = 28,6 C. = 22,9 R. | Minimo = 20,0 C. = 16,0 R.
Mass. term. al piano della città 29°,3.
Pioggia in 24 ore: mm. 2,5.
A 1¼ dopo la mezzanotte lampi diffusi e continui all'Est, temporale su Roma con lampi, tuoni e pioggia fra le 2 e le 3 ant.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO DI ROMA

del dì 13 settembre 1880.

VALORI	GODIMENTO DAL	Valore nominale	Valore versato	CONTANTI Lettera	CONTANTI Danaro	FINE CORRENTE Lettera	FINE CORRENTE Danaro	FINE PROSSIMO Lettera	FINE PROSSIMO Danaro	Nominale
Rendita Italiana 5 0/0	1° gennaio 1881	—	—	93 »	92 90	—	—	—	—	—
Detta detta 3 0/0	1° ottobre 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Certificati sul Tesoro - Emiss. 1860/64	1° aprile 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	99 20
Prestito Romano, Blount	»	—	—	—	—	—	—	—	—	99 50
Detto Rothschild	1° giugno 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	101 75
Obbligazioni Beni Ecclesiastici 5 0/0	1° aprile 1880	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni Municipio di Roma	1° luglio 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Azioni Regia Cointeressata de' Tabacchi	»	500 »	350 »	—	—	—	—	—	—	940 »
Obbligazioni dette 6 0/0	»	500 »	—	—	—	—	—	—	—	—
Rendita Austriaca	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banca Nazionale Italiana	1° luglio 1880	1000 »	750 »	—	—	—	—	—	—	2440 »
Banca Romana	»	1000 »	1000 »	—	—	—	—	—	—	1345 »
Banca Generale	»	500 »	250 »	—	—	673 50	673 »	—	—	—
Banca Nazionale Toscana	—	1000 »	700 »	—	—	—	—	—	—	—
Società Gen. di Cred. Mobiliare Italiano	1° luglio 1880	500 »	400 »	—	—	—	—	—	—	987 »
Banco di Roma	1° gennaio 1880	500 »	250 »	—	—	630 »	628 »	—	—	—
Banca Tiberina	»	250 »	125 »	—	—	—	—	—	—	—
Cart. Cred. Fond. Banco Santo Spirito	1° aprile 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	494 »
Fondiaria (Incendi)	1° gennaio 1880	500 oro	100 oro	—	—	—	—	—	—	—
Società Acqua Pia antica Marcia	1° luglio 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	1055 »
Anglo-Romana per l'illuminaz. a Gas	1° gennaio 1880	500 »	500 »	816 »	815 »	820 »	819 »	—	—	—
Compagnia Fondiaria Italiana	—	250 »	250 »	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Romane	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Strade Ferrate Meridionali	1° luglio 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	468 »
Obbligazioni dette	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Buoni Meridionali 6 per cento (oro)	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Alta Italia Ferr. Pontebba	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbl. Ferrovie Sarde nuova emiss. 3 0/0	1° aprile 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	297 »
Az. Str. Ferr. Palermo-Marsala-Trapani	»	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Obbligazioni dette	»	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Società Romana delle Miniere di ferro	—	537 50	537 50	—	—	—	—	—	—	—
Gas di Civitavecchia	—	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Pio Ostiense	—	430 »	430 »	—	—	—	—	—	—	—
Società italiana per condotte d'acqua	1° luglio 1880	500 oro	150 oro	—	—	—	—	—	—	525 »
Società Acqua Pia (Obbligazioni)	1° aprile 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—
Società Generale Immobiliare di lavori di utilità pubblica ed agricola	1° ottobre 1880	500 »	500 »	—	—	—	—	—	—	—

CAMBI	GIORNI	LETTERA	DANARO	Nominale
Parigi	90	109 42½	109 17½	—
Marsiglia	90	—	—	—
Lione	90	—	—	—
Londra	90	27 77	27 71	—
Augusta	90	—	—	—
Vienna	90	—	—	—
Trieste	90	—	—	—
Oro, pezzi da 20 lire	—	22 07	22 05	—
Sconto di Banca	—	—	—	—

OSSERVAZIONI

Prezzi fatti:

5 0/0 - 2° sem. 1880 95 40, 95 37 1/2, 70 fine.
Banca Generale 673 50, 673 25 fine.
Anglo-Romana per l'illum. a Gas 815 cont., 820 fine.

Il Sindaco: A. PIERI.
Il Deputato di Borsa G. RIGACCI.

BANCA NAZIONALE NEL REGNO D'ITALIA

Riassunto della situazione del dì 31 del mese di Agosto 1880

4831

Capitale sociale o patrimoniale, utile alla tripla circolaz. (R. Decr. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 150,000,000

Riserva metallica vincolata (art. 57 Reg. 21 gennaio 1875) . . . . L. 78,000,000

ATTIVO.

Casse e riserva				L. 172,900,964 91
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro pagabili in carta a scadenza non maggiore di 3 mesi	L. 163,348,625 95	188,194,760 88	196,736,255 56
	id. maggiore di 3 mesi	» »		
	Cedole di rendita e cartelle estratte	» 41,789 93		
	Boni del Tesoro acquistati direttamente	» 24,804,345 »		
	Cambiali in moneta metallica	» 8,541,494 68	8,541,494 68	
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica	» »		
Anticipazioni				109,870,485 84
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca	L. 20,669,198 47		50,718,247 30
	Id. id. per conto della massa di rispetto	» 29,230,764 43		
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza	» »		
	Effetti ricevuti all'incasso	» 818,284 40		
Crediti *				» 263,838,868 18
Sofferenze				» 6,353,472 30
Depositi				» 605,258,278 77
Partite varie				» 38,862,636 11
			Totale	L. 1,444,539,208 97
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso				» 1,548,131 14

*	Tesoro dello Stato c/ anticipazione statutaria	L. 23,000,000 »	263,838,868 18
	Tesoro dello Stato c/ quota s/ mutuo di 50 milioni in oro	» 29,791,460 »	
	Crediti ipotecari	» 1,437,791 62	
	Conversione del Prestito Nazionale	» 104,899,690 14	
	Tesoro c/ mutuo in oro Convenz. 1° giugno 1875	» 44,334,975 22	
	Azionisti a saldo azioni	» 50,000,000 »	
	Tesoro c/ scudi d'argento contro valuta divisionaria (Convenzione 9 dicembre 1879)	» 10,374,951 20	

Totale generale L. 1,446,087,340 11

PASSIVO.

Capitale	L. 200,000,000 »
Massa di rispetto	» 28,700,000 »
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa	» 449,231,898 »
Conti correnti ed altri debiti a vista	» 27,694,861 51
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	» 71,215,205 93
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	» 605,258,278 77
Partite varie	» 62,094,126 64
Totale	L. 1,444,194,370 85
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	» 1,892,969 26
Totale generale	L. 1,446,087,340 11

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro	L. 28,244,208 50
Argento	» 55,079,112 59
Bronzo nella proporzione dell'1 per mille (Art. 30 Reg. 21 gennaio 1875)	» 162,825 49
Biglietti consorziali	» 79,502,172 »
Riserva	L. 162,988,318 58
Biglietti di altri Istituti d'emissione	» 7,080,847 61
Eccedenza delle valute divisionarie versate al Tesoro a fronte di scudi somministrati (Convenzione 9 dicembre 1879)	» 2,680,956 30
Bronzo eccedente la proporzione dell'1 per mille	» 150,842 42
Cassa	L. 172,900,964 91

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	
da L. 50	1,610,042	L. 80,502,100 »
da L. 100	1,178,569	» 117,856,900 »
da L. 500	357,520	» 178,760,000 »
da L. 1000	71,103	» 71,103,000 »
	Somma	L. 448,222,000 »

Biglietti ecc. di tagli da levarsi di corso

Della cessata Banca per le 4 Legazioni N. 6 da 20 e 28 da 10 scudi a L. 5 32		L. 2,128 »
da L. 25	N. 34,732	» 868,300 »
da L. 40	» 2,543	» 101,720 »
da L. 250 della cessata Banca di Genova	» 59	» 14,750 »
da L. 1000 della cessata Banca di Genova	» 23	» 23,000 »
	Totale	L. 449,231,898 »

Il rapporto fra il capitale L. 150,000,000 » . . . . e la circolaz. L. 449,231,898 » è di uno a 2 994

Il rapporto fra la riserva L. 162,988,318 58 { la circolazione L. 449,231,898 » e gli altri debiti a vista . » 27,694,861 51 } L. 476,926,759 51 è di uno a 2 926

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

	Maggiore di 20 giorni		Minore di 20 giorni
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	4 0/0		5 0/0
Sulle cambiali pagabili in metallo	4 0/0		5 0/0
Per le anticipazioni su titoli e valori		4 0/0	
Per le anticipazioni su sete		4 0/0	
Per le anticipazioni su altri generi (*Banco di Napoli*)		»	
Sui conti correnti passivi		2 0/0	

Prezzo corrente delle azioni	L. 2430 »
Dividendo distribuito in ragione d'anno e per ogni 100 lire di capitale versato	» 13 33

Le Sedi e le Succursali di Alessandria, Ancona, Bari, Bologna, Castellammare, Livorno, Lucca, Messina, Modena, Piacenza e Vicenza sono autorizzate a scontare al 4 0/0 anche gli effetti con scadenza minore di giorni 20.

Citazione per proclami pubblici

Ill.mo Tribunale civile di Genova,

Espone il cav. avv. Edoardo Pizzorni, assessore anziano del Municipio di Genova, essere stato azionato in giudizio con atto di citazione del 23 aprile scorso dai signori marchese Marcello Staglieno e marchese Giuseppe Centurione, cavaliere Amilcare Enrico Peirano, ingegnere Cesare Gamba e marchese Ludovico Gavotti, i quali assumendo la qualità di assegnatari di alcuni palchi del Teatro Carlo Felice, pretendendo di avere comune con tutti gli altri assegnatari dei palchi il diritto che si diano ogni anno nel detto Teatro gli spettacoli determinati negli atti di assegnazione intervenuti fra i loro autori e la Direzione dei Teatri istituita con RR. patenti del 21 dicembre 1824, e nelle deliberazioni di detta Direzione e specialmente in quella del 5 luglio 1825.

Ed asserendo che quest'onere deve pesare pure sul bilancio municipale in virtù delle RR. patenti 16 giugno 1831, e lagnandosi che nell'anno corrente il Municipio non fece dare alcuno spettacolo, domandano sia il Municipio di Genova dichiarato tenuto e condannato alla piena osservanza degli obblighi, oneri e pesi che a termini delle RR. patenti del 1831 e degli atti di assegnazione gli incombono sia verso essi attori, sia verso tutti gli altri assegnatari dei palchi, ed in conseguenza sia dichiarato tenuto a dare nel Teatro Carlo Felice ogni anno gli spettacoli ai quali gli attori e tutti i palchettisti hanno diritto in virtù degli atti indicati, e delle deliberazioni della Direzione dei Teatri suddetti, e specialmente di quella del 5 luglio 1825, con sentir dare rispetto a quanto sopra ed a tutto ciò che fosse per determinarsi in prosecuzione del giudizio tutti quei provvedimenti che fossero del caso, ed il tutto colla condanna del Municipio al risarcimento dei danni, interessi e spese.

Il Municipio contesta, come ha sempre contestato, le pretenzioni dei palchisti del Teatro Carlo Felice; se egli ha un obbligo è quello solo di spendere annualmente nello esercizio di detto Teatro le somme che ne costituiscono la sua dote e l'annua rendita. Su questa base invano l'Amministrazione municipale tentò l'appalto e questo è il motivo per cui nel corrente anno non furono dati spettacoli. E nello scopo di un conveniente e decoroso esercizio del Teatro, che non pesasse sui contribuenti il Municipio di Genova nella qualità anche di palchettista convocò tutti i palchettisti onde col concorso di tutti, in senso anche degli articoli 674 e 678 Codice civile, fosse provveduto ai mezzi necessari pel migliore godimento del Teatro Carlo Felice. Se non che non si è potuto costituire la maggioranza necessaria per rendere obbligatorie le deliberazioni anche per la minorità che fosse stata dissenziente, e mentre il Municipio si proponeva di adire la autorità giudiziaria per gli opportuni provvedimenti, onde col contributo di tutti i palchettisti sia decorosamente esercitato il Teatro Carlo Felice, sopraggiunse l'atto di citazione del marchese Staglieno e consorti di lite del 23 aprile.

In questo stato di cose il Municipio di Genova non intende limitarsi a contestare le domande degli attori, ma intende anche farsi a sua volta attore di rimpetto a tutti i palchettisti allo scopo di cui sopra. E senza la citazione ed il contraddittorio o contumacia di tutti i palchettisti non è possibile definire efficacemente le controversie a cui danno luogo le domande del marchese Staglieno e suoi consorti di lite e quelle del Municipio.

I palchettisti del Teatro Carlo Felice sono i seguenti:

Signori marchese Giuseppe Centurione – Ing. Cesare Gamba – Linda Gamba, moglie al signor avv. Edoardo Cabella – Cav. Amilcare Enrico Peirano – Giuseppe Figoli – Marchese Francesco Balbi Senarega – Antonietta

Scotti in Ricchini, erede di Giuseppe Bianchi - Marchese Nicolò Brignole e di lui figlio Benedetto, eredi della marchesa Caterina Brignole nata Balbi - Marchese Gaetano Pareto fu Agostino - Marchesi Giulio e Raffaele Gavotti di Lodovico - Marchesa Clelia Durazzo, vedova del fu Domenico Serra - Gli eredi del fu Gian Carlo Serra, cioè Gerolamo, Vincenzo, Domenico, Orso, Fiammetta in Doria marchese Ambrogio, e Solferina in Spinola marchese Ugo, e marchese Orso Serra fu Gerolamo - Marchesa Maria Brignole Sale, vedova del duca Raffaele De Ferrari - Fratelli Nicolò e Giuseppe Saccone, eredi di Giuseppe Saccone - Marchese Rodolfo Pallavicini fu Ignazio - Giacomo, Raffaele e Luigi Cataldi fu barone Raffaele - Paola ed Alfonsina sorelle Raggi - Marchese Francesco Spinola - Signor Presidente del Ricovero di Mendicità - Barone Alberto Roggieri - Marchese Camillo Pallavicini - Viola Peirano moglie al marchese Gian Maria Cambiaso - Vittorio Del Carretto di Balestrino - Marchese Giuseppe Maria Cattaneo fu G. B. - Giacomo De Agostini e di lui sorella Enrichetta in Ghiglini - Edilio Raggio - Stuarda Adamoli di Timoteo, nata Browa - Comm. avv. Tito Orsini - Giuseppe ed Enrico fratelli Rossi fu Luigi - Melchiorre Deckat fu Cristoforo - Conte Andrea Danovaro - Marchesa Antonietta Monticelli, vedova Demari - Giovanni Battista Monticelli - Principe Vittorio Centurione fu Giulio - Marchesa Giulia Durazzo, vedova del march. Luigi Durazzo Grimaldi, tanto a nome proprio, che quale madre ed amministratrice dei minori Cesare, Elena, e Laura - Marchesa Teresa Spinola, vedova del marchese Giacomo Filippo Durazzo - Francesco Lamba Doria fu Marco, e di lui zio Leone - Marchese Ambrogio Doria - Lazzaro Patrone - Marchese Francesco Negrone - Marcello e Vincenzo fratelli Gropallo fu Luigi - Marchesa Teresa Pallavicini fu Ignazio, moglie al marchese Marcello Durazzo - Marchesa Silvia Antonietta Dejan fu Augusto, vedova del marchese Domenico Da Mai - Giuseppe e Francesco fratelli Fabiani, quali eredi di Tomasina Ghiglini vedova Fieschi - Tito e Ferdinand fratelli Pignone - Marchesa Vittoria Spinola, vedova del march. Stefano lodovico Pallavicini, tanto a nome proprio che quale madre ed amministratrice dei minori Domenico, Alessandro, Tobia, Camilla e Maria e principe Vittorio Centurione, quale tutore della minorenne Teresa, altra figlia di detto fu marchese Stefano Ludovico Pallavicini - Domenico Celesia - Marchesa Carolina Adorno, moglie al marchese Marcello Durazzo di Bendinelli, e Viola, moglie al marchese Luigi Cattaneo di Stefano - Antonio Buongnadagno - Marchesa Emilia Centurione, vedova del marchese Brancaleone Negrone, e Centurione principe Vittorio, quale rappresentante i loro figli minori Ambrogio, Giulio, Giovanni e Antonietta - Marchese Desiderio Sartorio e di lui consorte Isabella marchesa Sartorio - Carlo Figoli - Barone cav. Paolo Luigi Petrini, quale rappresentante la Lista civile di S. M. il Re d'Italia - Rodolfo Muralt e Rocca Giuseppe - Pozzoni Filippo - Veronica Savignone, vedova del fu Alberto Spigno - Adelina Till, moglie a Giacomo Isetti - Barone Andrea Podestà - Benedetto e Giuseppe fratelli Piccardo fu Francesco - Angiolina Becchi vedova Oneto e di lei figlio Giuseppe fu Francesco - Marchesa Maria Spinola, vedova di Bartolomeo Cataldi, tanto a nome proprio che quale tutrice dei minori suoi figli Giuseppe, Angioletto, Francesco - Margherita e Giulio Cataldi fu cav. Giuseppe - Marchese Stefano Spinola fu Luigi - Luigi Filippo Tavolara - Bartolomeo Parodi fu Gio. Battista - Cav. Giuseppe Balduino, ufficiale della Corona d'Italia - Tomaso e G. B. fratelli De Ferrari fu Francesco - Antonio Rossi - Maurizio Dufour - Ernesto Rosazzà - Nicoletta Oneto in Croce - Bartolomeo e Narciso fratelli Degola fu Luigi - Davide Ghio - G. B. e Giovanni fratelli Pittaluga fu Andrea - Marchese Marcello Staglieno - Francesco Fontana fu Agostino - Boeuf Luigi - Luigi Lagorio fu Giovanni - Elena Massa moglie ad Enrico Sciallero - Angelo Solari - Carlo Erba - Ing. Tomaso Carpineto - Clotilde Gardella in Ferraro - Tomaso Bolentini fu Antonio - Avv. Antonio Samengo - Bartolomeo De Ferrari - Lodovico Borsotto e Adele Derchi vedova Borsotto, tanto a nome proprio che quale madre ed amministratrice dei minori Edoardo, Mario e Aurelio - Reverendo Contini, rettore del Collegio Nazionale - Emanuele e Stefano Dapino fu Giacomo - Domenico Gatti - Marchese Carlo Piuma - Elettra Boasi in Verrani - Avv. cav. Antonio Corradi - Giuseppe Valle - Vernengo Giuseppe - Deputato Ambrogio Molfino - Teresa Agostina Bettini, moglie di Luigi Elena fu Gaetano - Luigi Centurini - Avvocato Carlo Ferrari - Giuseppe Sartorio - Enrico Amerigo e Andrea Costa - Valente Celle - Eugenio Pretto - Giuseppe e Tommaso Ghiglione - Vinelli Domenico - Luigia Pitto, vedova di Luigi Ghigliassa - G. B. Valentino e Romano fratelli Grasso - Giuseppe, Luigi e Cesare fratelli Lanata fu Sebastiano - Luigi e Barabino fu Francesco - G. B. Patrone fu Stefano - Giacinto Ghiglino - Antonio Montebruno - Giovanni Lertora fu Luigi - Teresa, Luigia, Carolina sorelle Lanfranco fu Luigi - Teresa Pontremoli - Francesco e Paolina Beretta - Eugenio, Attilio Edoardo e Francesco fratelli Costa - Luigia Costa, moglie all'avvocato Filiberti e Maria Costa in Poggio, Giovanni Battista Bavastro. È evidente la difficoltà somma di citarli nei modi ordinari, onde la necessità della citazione per proclami pubblici a termini dell'art. 146 Codice procedura civile.

Impertanto si supplica il Tribunale illustrissimo ad autorizzare la citazione per pubblici proclami di tutti i signori palchettisti sopra nominati, e di chiunque altro avesse interesse o ragione all'intestazione di palchi nel Teatro Carlo Felice che non fosse nominativamente indicato, designando anche alcuno fra i palchettisti ai quali si dovrà notificare la citazione nei modi ordinari, affinchè compariscano nel termine prefiggendo dall'illustrissimo Tribunale civile di questa città in giudizio formale per sentir rigettare tutte le domande del marchese Marcello Staglieno e suoi consorti di lite contenute nell'atto di citazione del 23 aprile 1880, e dichiarare che il Municipio di Genova non è obbligato a spendere nello esercizio del Teatro Carlo Felice somme maggiori della dotazione dipendente dai canoni dei palchi e da altri suoi redditi netti, ed essendo queste somme insufficienti per un decoroso esercizio, dichiararsi che tutti i palchettisti dovranno in proporzione del valore dei rispettivi palchi supplire alle spese di detto esercizio, sì e come sarà stabilito o dalla maggioranza dei palchettisti, o dall'autorità giudiziaria, con la nomina, occorrendo, per l'amministrazione e l'esercizio sempre di detto Teatro d'una Commissione mista di consiglieri comunali e di palchettisti, e con dare tutti quei provvedimenti che fossero del caso rispetto a quanto sopra, ed a tutto ciò che fosse per dedursi in prosecuzione di giudizio.

Il tutto colla vittoria delle spese.

Firmato: G. Bacigalupi proc.

Visto: Riferisca in camera di consiglio il giudice Gustavo Morelli.

Genova, 10 luglio 1880.

Firmato Bogliolo ff. — Visto: Nulla osta. — Genova, 12 luglio 1880. — Firmato: Rebaudi.

Il Tribunale civile di Genova, sezione 5ª, riunito in camera di consiglio,

Vista l'unita instanza dell'assessore anziano ff. di sindaco di questa città, nonchè la deliberazione della Giunta municipale pubblicata il 9 maggio p. p. con cui era autorizzato a contestare le domande di alcuni palchettisti del Regio Teatro Carlo Felice, e citare in giudizio tutti i palchettisti dello stesso Teatro affine di costringerli a concorrere in proporzione alle spese occorrenti allo esercizio decoroso del Teatro Carlo Felice, sì e come sarà stabilito dagli interessati e dall'autorità giudiziaria, essendo a ciò insufficienti i canoni e redditi che costituiscono la dotazione attuale;

Ritenuto che stante l'urgenza di provvedere in proposito e la difficoltà facilmente dimostrata di eseguire la citazione di un numero assai grande di persone, quali sono tutti i palchettisti del R. Teatro Carlo Felice, nelle forme ordinarie, riesce opportuno autorizzare la citazione dei medesimi per pubblici proclami a senso dello articolo 146 del Codice di procedura civile;

Ritenuto ancora l'opportunità di notificare nei modi ordinari la citazione stessa alle persone che iniziavano il giudizio contro il Municipio, coll'atto dell'usciere, 23 aprile, nonchè a quelle che più sotto si designano,

Perciò

Autorizza la citazione per pubblici proclami di tutti i palchettisti del Regio Teatro Carlo Felice, come sopra nominati nell'unito ricorso, mediante inserzione nel Giornale degli annunzi giudiziari di questa provincia e nel Giornale Ufficiale del Regno, ed infine a cautela anche con proclama speciale affisso nella parte esterna del palazzo municipale di questa città;

Manda inoltre notificarsi la citazione nei modi ordinari ai signori Staglieno marchese Marcello - Centurione marchese Giuseppe - Cav. Enrico Amilcare Peirano - Ing. Cesare Gamba e marchese Lodovico Gavotti, nonchè ai signori marchesa Clelia Durazzo, vedova del fu Domenico Serra, ed eredi del fu Gian Carlo Serra - Gerolamo, Vincenzo, Domenico, Orso e Fiammetta in Doria marchese Ambrogio e Solferina in Ugo marchese Spinola, e marchese Orso Serra fu Gerolamo - Edilio Raggio - Comm. avv. Tito Orsini - Conte Andrea Danovaro - Marchese Ambrogio Doria - Marcello e Vincenzo marchesi Gropallo fu Luigi - Tito e Ferdinando Pignone - Domenico Celesia - Marchesa Carolina Adorno, moglie al marchese Marcello Durazzo Bendinelli, e Viola, moglie al marchese Luigi Cattaneo di Stefano - Senatore Carlo Figoli - Cav. Giuseppe Balduino - Antonio Rossi - Deputato Ambrogio Molfino - G B. Patrone fu Stefano.

Genova, 12 luglio 1880.

Il pres. ff. Bogliolo - Narizzano vicecancelliere.

Per autenticazione uso notificazione - A. Codebò.

L'anno milleottocentottanta, ed alli tredici del mese di agosto, in Genova,

Alla richiesta dell'ill.mo signor avvocato cav. Edoardo Pizzorni, assessore anziano ff. di sindaco del Municipio di Genova, ivi residente, il quale, agli effetti del presente atto, elegge domicilio in questa città presso e nello studio del signor causidico Giuseppe Bacigalupi, sito via S. Bernardo, n. 33, dal quale sarà rappresentato,

Io sottoscritto Codebò Antonio, usciere addetto all'ill.mo Tribunale civile di Genova, ivi residente, ho notificato per tutti gli effetti che di diritto ai signori marchese Giuseppe Centurione - Ingegnere Cesare Gamba - Linda Gamba, moglie all'avv. Edoardo Cabella - Cav. Amilcare Enrico Peirano - Giuseppe Figoli - March. Franc° Balbi Senarega - Antonietta Scotti in Ricchini, erede di Giuseppe Bianchi - Marchese Nicolò Brignole e di lui figlio Benedetto, eredi della marchesa Caterina Brignole, nata Balbi - Marchese Gaetano Pareto fu Agostino - Marchesi Giulio e Raffaele Gavotti di Lodovico - Marchesa Clelia Durazzo, vedova del fu Domenico Serra — Gli eredi del fu Gian Carlo Serra, cioè: Gerolamo, Vincenzo, Domenico, Orso e Fiammetta in Doria marchese Ambrogio, e Solferina in Spinola marchese Ugo - Marchese Orso Serra fu Gerolamo - Marchesa Maria Brignole Sale, vedova del duca Raffaele De Ferrari - Fratelli Nicolò e Giuseppe Saccone, eredi di Giuseppe Saccone - Marchese Rodolfo Pallavicini fu Ignazio - Giacomo, Raffaele, Luigi Cataldi fu barone Raffaele - Paola ed Alfonsina sorelle Raggi - Marchese Francesco Spinola - Signor presidente del Ricovero di Mendicità - Barone Alberto Roggieri - Marchese Camillo Pallavicini - Viola Peirano, moglie al marchese Gian Maria Cambiaso - Vittorio del Carretto di Balestrino - Marchese Giuseppe Maria Cattaneo fu Gio. Battista - Giacomo De Agostini e di lui sorella Enrichetta in Ghiglini - Edilio Raggio - Stuarda Adamoli di Timoteo, nata Browa - Commendatore avv. Tito Orsini - Giuseppe ed Enrico fratelli Rossi fu Luigi - Melchiorre Deckat fu Cristoforo - Conte Andrea Danovaro - Marchesa Antonietta Monticelli, vedova De Mari - Gio. Battista Monticelli - Principe Vittorio Centurione fu Giulio - Marchesa Giulia Durazzo, vedova del marchese Luigi Durazzo Grimaldi, tanto a nome proprio che quale madre ed amministratrice dei minori Cesare, Elena e Laura - Marchesa Teresa Spinola, vedova del marchese Giacomo Filippo Durazzo - Francesco Lamba Doria fu Marco, e di lui zio Leone - Marchese Ambrogio Doria - Lazzaro Patrone - Marchese Francesco Negrone - Marcello e Vincenzo fratelli Gropallo fu Luigi - Marchesa Teresa Pallavicini fu Ignazio, moglie al marchese Marcello Durazzo - Marchesa Silvia Antonietta Dejan fu Augusto, vedova del marchese Domenico De Mari - Giuseppe e Francesco fratelli Fabbiani, quali eredi di Tomasina Ghiglini, vedova Fieschi - Tito e Ferdinando fratelli Pignone - Marchesa Vittoria Spinola, vedova del marchese Stefano Ludovico Pallavicini, tanto a nome proprio che quale madre ed amministratrice dei minori Domenico, Alessandro, Tobia, Camilla, Maria, e principe Vittorio Centurione, quale tutore della minorenne Teresa, altra figlia di detto fu marchese Stefano Lodovico Pallavicini - Domenico Celesia - Marchesa Carolina Adorno, moglie al marchese Marcello Durazzo, di Bendinelli, e Viola, moglie al marchese Luigi Cattaneo di Stefano - Antonio Buonguadagno - Marchesa Emilia Centurione, vedova del marchese Brancaleone Negrone e Centurione principe Vittorio, quale rappresentante i loro figli minori Ambrogio, Giulio, Giovanni ed Antonietta - March. Desiderio Sartorio e di lui consorte Isabella marchesa Sartorio - Carlo Figoli - Barone cavalie e Paolo Luigi Petrini, quale rappresentante la lista civile di Sua Maestà il Re d'Italia - Rodolfo Muralt e Rocca Giuseppe - Pozzoni Filippo - Veronica Savignone, vedova del fu Alberto Spigno - Adelina Tilli, moglie a Giacomo Isetti - Barone Andrea Podestà - Benedetto e Giuseppe fratelli Piccardo fu Francesco - Angiolina Becchi, vedova Oneto e di lei figlio Giuseppe fu Francesco - Marchesa Maria Spinola, vedova di Bartolomeo Cataldi, tanto a nome proprio, che quale tutrice dei minori suoi figli Giuseppe, Angioletto, Francesco, Margherita e Giulio Cataldi fu cav. Giuseppe - Marchese Stefano Spinola fu Luigi - Luigi Filippo Tavolara - Bartolomeo Parodi fu Gio Battista - Cav. Giuseppe Balduino, ufficiale della Corona d'Italia - Tomaso e G. B. fratelli De Ferrari fu Francesco - Antonio Rossi - Maurizio Dufour - Ernesto Rosazza, Nicoletta Oneto in Croce - Bartolomeo e Narciso fratelli Degola fu Luigi - Davide Ghio - G. B. e Giovanni fratelli Pittaluga fu Andrea - Marchese Marcello Staglieno - Francesco Fontana fu Agostino - Boeuf Luigi - Luigi Lagorio fu Giovanni - Elena Massa, moglie di Enrico Sciallero - Angelo Solari - Carlo Erba - Ing. Tomaso Carpineto - Clotilde Gardella in Ferraro - Tomaso Bolentini fu Antonio - Avv. Antonio Samengo - Bartolomeo De Ferrari - Ludovico

Borsotto e Adele Derchi, vedova Borsotto, tanto a nome proprio che quale madre ed amministratrice dei minori Edoardo, Mario e Aurelio - Reverendo Contini, rettore del Collegio Nazionale - Emanuele e Stefano Dapino fu Giacomo - Domenico Gatti - Marchese Carlo Piuma - Elettra Boasi in Verrani - Avv. cav. Antonio Corradi - Giuseppe Valle - Vernengo Giuseppe - Deputato Ambrogio Molfino - Teresa Agostini Bettini, moglie di Luigi Elena fu Gaetano - Luigi Centurini - Avv. Carlo Ferrari - Giuseppe Sartorio - Enrico Amerigo e Andrea Costa - Valente Celle - Eugenio Pretto - Giuseppe e Tomaso Ghiglione - Vinelli Domenico - Luigia Pitto, vedova di Luigi Ghigliassa - G. B. Valentino e Romano fratelli Grasso - Giuseppe, Luigi e Cesare fratelli Lanata fu Sebastiano - Luigi Barabino fu Francesco - G. B. Patrone fu Stefano - Giacinto Ghiglino - Antonio Montebruno - Giovanni Lertora fu Luigi - Teresa, Luigia, Carolina sorelle Lanfranco fu Luigi - Teresa Pentremoli - Francesco e Paolina Beretta, Eugenio, Attilio, Edoardo e Francesco fratelli Costa - Luigia Costa, moglie all'avvocato Filiberti, e Maria Costa in Poggio - Gio. Battista Bavastro.

Tutti intestatari ed aventi interesse nella intestazione dei palchi del Teatro Carlo Felice in Genova, non che a qualunque altra persona che godesse dell'intestazione di altro dei detti palchi ed avesse interesse o ragione a detta intestazione e non fosse nel presente atto nominativamente indicato:

1° Il ricorso sporto dal richiedente al prefato illustrissimo Tribunale civile di Genova per ottenere decreto permissivo di citazione per pubblici proclami di tutti i suddetti intestatari;

2° Le conclusioni conformi dell'ufficio della Procura del Re in data 12 luglio 1880;

3° E finalmente il decreto del prefato illustrissimo Tribunale civile, in data dodici luglio 1880, che permette la detta citazione.

Ed alla medesima richiesta, ed in virtù di detto decreto, io detto usciere li ho tutti citati a comparire nanti lo illustrissimo Tribunale civile di Genova in giudizio formale, nel termine di giorni venticinque, per ivi sentir rigettare tutte le domande del marchese Marcello Staglieno e suoi consorti di lite, contenute nell'atto di citazione 23 aprile 1880, usciere Martini, e dichiarare che il Municipio di Genova non è obbligato a spendere nello esercizio del Teatro Carlo Felice somme maggiori della dotazione dipendente dai canoni dei palchi e da altri suoi redditi netti, ed essendo queste somme insufficienti per un decoroso esercizio, dichiarare che tutti i palchisti dovranno, in proporzione del valore dei rispettivi palchi, supplire alle spese di detto esercizio, sì e come sarà stabilito o dalla maggioranza dei palchisti o dall'autorità giudiziaria, con la nomina, occorrendo, per l'amministrazione ed esercizio del Teatro, di una Commissione mista di consiglieri comunali e di palchisti, e con dare tutti quei provvedimenti che fossero del caso rispetto a quanto sopra, ed a tutto ciò che fosse per dedursi in prosecuzione di giudizio.

Ed a questo atto di notificazione e citazione, che sarà completato colle inserzioni nel foglio periodico di questa R. Prefettura, giornale degli annunzi giudiziari per questa provincia, e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, oltre alla prescritta affissione di proclama speciale alla porta di questa casa comunale di Genova, ho adempito, riguardo ai convenuti mandati citare personalmente e infranominati, mediante consegna e rilascio a caduno, nella loro residenza, di copia di quest'atto medesimo, avente in testa trascritto il ricorso e decreto avanti riferito, parlando, quanto

Al signor Staglieno march. Marcello, colla di lui suocera, signora Luigia Garibaldi.

Al signor Centurione marchese Giuseppe, colla di lui domestica Rosa Cattaneo.

Al signor Peirano cav. Enrico Amilcare, col suo impiegato sig. Giovanni Rolla.

Al sig. Gamba ing. Cesare, col suo domestico Andrea San Sebastiano.

Al sig. Gavotti marchese Lodovico, colla Capestro Angela, addetta alla casa e servizio.

Alla signora Durazzo marchesa Clelia vedova del marchese Domenico Serra, collo scritturale signor Gerolamo Negrotto.

Al sig. Serra marchese Gerolamo.

Al sig. Serra marchese Vincenzo.

Al sig. Serra marchese Domenico.

Al sig. Serra marchese Orso fu Gian Carlo, rispettivamente col Giacomo Bosello, addetto alla casa e servizio.

Alla signora Serra marchesa Fiammetta in Doria, col sig. Giuseppe Malerba, suo agente-domestico.

Alla signora Serra marchesa Solferina in Spinola e al sig. Spinola marchese Ugo di lei marito (citato per l'assistenza ed autorizzazione della moglie), rispettivamente col Bosello Giacomo, addetto alla casa e servizio.

Al sig. Serra marchese Orso fu Gerolamo, col sig. Gerolamo Negrotto suo scritturale.

Al sig. Raggio comm. Edilio, col suo impiegato sig. Francesco Novella.

Al sig. Orsini avv. Tito, col Giuseppe Zucchi, addetto alla sua casa e servizio.

Al sig. Danovaro conte Andrea, col suo domestico Francesco Bogliolo.

Al sig. Doria marchese Ambrogio (citato tanto in proprio che per l'assistenza ed autorizzazione alla moglie signora marchesa Fiammetta Serra), col sig. Giuseppe Malerba suo agente-domestico.

Al sig. Gropallo marchese Marcello e al sig. Gropallo marchese Vincenzo, rispettivamente colla Vittoria Mantero addetta alla loro casa e servizio.

Al sig. Pignone Tito e al sig. Pignone Ferdinando, rispettivamente coll'Enrico Gardioli addetto alla sua casa e servizio.

Al sig. Domenico Celesia, col Filippo Pagano maestro di casa.

Alla signora Adorno marchesa Carolina in Durazzo e al signor Durazzo marchese Marcello di Bendinelli (citato per l'assistenza ed autorizzazione alla moglie), rispettivamente col Luigi Corradi loro domestico.

Alla signora Adorno marchesa Viola in Cattaneo e al sig. Cattaneo marchese Luigi di Stefano (citato per l'assistenza ed autorizzazione alla moglie), rispettivamente col loro domestico Daniele Zangani.

Al sig. Figoli senatore Carlo, col suo domestico Florindo Pierciechi.

Al sig. Balduino cav. Giuseppe, col suo impiegato Ambrogio Reggio.

Al sig. Rossi Antonio, coll'Antonio Fava addetto alla casa e servizio.

Al sig. Molfino deputato Ambrogio, col sig. Agostino Reborati suo incaricato d'affari.

E infine quanto al signor Patrone Gio. Battista cavaliere fu Stefano, parlando con lui medesimo, unico dei notificati direttamente, trovato in persona propria.

4686 ANTONIO CODEBO' usciere.

AVVISO.

(2ª *pubblicazione*)

In esecuzione dell'articolo 38 della legge sul Notariato e del decreto del Tribunale civile di Saluzzo in data 25 agosto, si notifica a chi possa avervi interesse che la signora Caterina Costamagna, moglie del nobile Eliodoro De Gambara, residente a Mantova, ha inoltrato domanda per lo svincolo della cauzione prestata dal notaro signor Cesare Franchi fu Francesco, deceduto in Cavallermaggiore il 9 giugno 1865.

Saluzzo, 27 agosto 1880.

4513 Avv. ISASCA proc.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Ancona (10ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'art. 93 del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che l'appalto di cui all'avviso d'asta n. 11 del 25 agosto p. p., per la

Provvista di 3000 quintali di frumento occorrente al Panificio militare di Ancona e divisibile in lotti di 100 quintali ciascuno,

fu nell'incanto d'oggi provvisoriamente tutto deliberato

a lire 27 per ogni quintale.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile (fatali) per presentare offerte di ribasso non inferiore al ventesimo, per lotti indivisibili di 100 quintali ciascuno, e sul prezzo sopraindicato di lire 27 per ogni quintale, scade alle ore due pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno 15 settembre corrente, spirato il qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza crede fare la suindicata diminuzione del ventesimo dovrà, nel presentare il suo partito, rimettere all'ufficio suddetto la ricevuta comprovante il deposito fatto in una delle Tesorerie provinciali delle città che siano sede di una Direzione o Sezione di Commissariato militare della somma di lire duecento per ogni lotto per cui intende fare offerta. Tale deposito potrà essere fatto in biglietti di Banca od in cartelle del Debito Pubblico del Regno d'Italia al portatore, avvertendo però che le medesime non saranno ricevute che al solo valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui vennero depositate.

Le offerte non suggellate, o condizionate, non saranno accettate, come pure non saranno ammesse le offerte fatte per via telegrafica o quelle estese su carta comune, o filigranata, quantunque vi fosse apposta la marca da bollo corrispondente al bollo ordinario di una lira.

Il ribasso non inferiore al ventesimo dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere sotto pena di nullità dei partiti, da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presiedente l'asta.

Restano fermi, per tutti gli effetti, i patti ed oneri stabiliti nel prementovato avviso d'asta del 25 p. p. agosto, n. 11, per quanto non siano contrari al presente.

Tutte le spese inerenti all'incanto ed al contratto saranno a carico del deliberatario, come pure sarà a suo carico la tassa di registro e di segreteria, giusta le leggi in vigore.

Ancona, 10 settembre 1880.

Per detta Direzione

4852 *Il Tenente Commissario*: R. PISTONI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Roma (13ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A tenore dell'art. 98 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, numero 5852, si notifica che all'incanto tenuto oggi presso questa Direzione, giusta l'avviso d'asta in data 1° corrente, per la provvista di 5000 quintali frumento nostrale, diviso in 50 lotti di cento quintali cadauno, vennero deliberati provvisoriamente

Lotti 50 al prezzo di lire 27 28 il quintale.

Viene pertanto avvertito il pubblico che il termine utile (fatali), prestabilito a giorni cinque, per presentare offerta di ribasso, non inferiore del ventesimo, scade alle ore 10 ant. del giorno 18 corrente.

Chiunque intenda fare la suindicata diminuzione del ventesimo per uno o più lotti dovrà accompagnare l'offerta colla fede dell'eseguito deposito provvisorio della cauzione prescritta col succitato avviso d'asta in lire 200 per ogni lotto, ed uniformarsi a tutte le condizioni enunciate nell'avviso stesso.

Roma, li 13 settembre 1880.

Per detta Direzione

4850 *Il Tenente Commissario*: A. AVETTA.

CASSA CENTRALE DI RISPARMI E DEPOSITI DI FIRENZE

Resoconto delle Operazioni settimanali dal 5 all'11 settembre 1880. 4810

	Versamenti N.	Versamenti Somma	Ritiri N.	Ritiri Somma
Cassa Centrale — Risparmi	420	208,213 70	279	91,929 87
Cassa Centrale — Depositi	65	381,486 83	35	37,573 96
	485	589,700 53	314	129,503 83
Casse affiliate - Risparmi e Depositi	236	30,861 61	107	35,703 53
Associazione Italiana per erigere la facciata del Duomo di Firenze		2,600 »		1,526 63

CONS GLIO D'AMMINISTRAZIONE DEL MAGAZZINO CENTRALE MILITARE IN TORINO

AVVISO D'ASTA per nuovo incanto in seguito all'offerta del ventesimo.

4824

A tenore dell'art. 99 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato si notifica che in tempo utile sono state presentate offerte di ribasso del vigesimo sull'appalto per la provvista sottoindicata, stata provvisoriamente aggiudicata nell'asta del 4 settembre 1880.

Si avverte quindi che nel giorno 20 settembre corrente, ad un'ora pomeridiana (tempo medio di Roma), nell'ufficio del Consiglio suddetto, via delle Rosine, n. 3, piano terreno, si procederà a nuovo incanto, mediante partiti segreti, sui prezzi stati variati colle ottenute migliori offerte, cioè:

N. d'ordine	INDICAZIONE DELLA PROVVISTA	UNITÀ di misura	QUANTITÀ da provvedersi	PREZZO parziale	IMPORTO della provvista	RIPARTO in lotti	QUANTITÀ per cadun lotto	IMPORTO di ogni lotto	RIBASSI avuti per ogni 100 lire	RIBASSO avutosi nel periodo dei fatali	PREZZO RIDOTTO per ogni lotto su cui si riapre il nuovo incanto
				Lire	Lire		Paia	Lire			L. C.
1	Stivalini per la truppa di fanteria.	Paia	6000	11 50	69,000	12	500	5750	Per 2 lotti L. 15 57 » 2 » » 15 07 » 2 » » 14 74 » 2 » » 13 6[illegible] » 4 » » 13 57	L. 10 per 100	8738 50 8790 25 8824 41 8937 22 17891 01

Luogo e termine per la consegna — La introduzione verrà fatta nel magazzino centrale militare di Torino nel termine di giorni centoventi, decorribili dal giorno successivo alla data dell'avviso di approvazione del contratto, introducendo metà di ogni lotto nei primi novanta giorni e l'altra metà nei trenta giorni successivi.

Avvertenza — Il pagamento della provvista non avrà luogo che a partire dal gennaio 1881.

Le condizioni d'appalto ed il campione sono visibili presso l'Amministrazione di questo magazzino centrale militare e quelle dei magazzini centrali militari di Firenze, di Roma e di Napoli.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti, mediante schede segrete, incondizionate, firmate e suggellate, scritte su carta filigranata, con bollo ordinario da una lira.

Dette offerte dovranno essere firmate di proprio pugno dagli accorrenti all'appalto, e se invece essi intendessero di delegare altra persona a firmarle, questa dovrà produrre insieme all'offerta un'apposita procura speciale.

Il ribasso offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dell'offerta da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presidente l'asta.

Il deliberamento avrà luogo qualunque sia il numero dei concorrenti, e sarà definitivo a favore di chi nella propria offerta suggellata avrà esibito il maggiore ribasso di un tanto per cento sull'indicato prezzo ridotto per ogni lotto.

Per essere ammessi a presentare le loro offerte dovranno gli accorrenti rimettere alla Direzione del magazzino centrale militare suddetto, e prima della apertura dell'asta, la ricevuta comprovante il deposito fatto nelle Tesorerie provinciali di Torino o di Alessandria, Ancona, Bologna, Bari, Brescia, Chieti, Catanzaro, Genova, Piacenza, Firenze, Messina, Milano, Perugia, Padova, Napoli, Palermo, Salerno, Verona e Roma, di un valore corrispondente al decimo dell'importo dei lotti sui quali sarà fatta offerta, avvertendo che, ove trattisi di depositi fatti col mezzo di cartelle del Debito Pubblico del Regno, tali titoli non saranno ricevuti che pel valore ragguagliato a quello del corso legale di Borsa della giornata antecedente a quella in cui verrà effettuato il deposito.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte, ma bensì presentate a parte.

Sarà anche facoltativo agli aspiranti all'impresa di presentare le loro offerte suggellate alle Direzioni dei magazzini centrali militari di Firenze, Roma e Napoli, ed alle Direzioni di Commissariato militare delle Divisioni di Alessandria, Ancona, Bologna, Bari, Brescia, Chieti, Catanzaro, Genova, Piacenza, Messina, Milano, Perugia, Padova, Palermo, Salerno e Verona, delegate dal Ministero della Guerra per riceverle.

Di tali offerte non si terrà però alcun conto se non giungeranno alla Direzione di questo magazzino centrale militare prima della proclamazione della apertura dell'incanto, e se non risulterà che gli offerenti abbiano presentata la ricevuta del deposito fatto.

Le spese tutte degli incanti e dei contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritti di segreteria, di stampa, di pubblicazione degli avvisi d'asta, di posta e d'inserzione, sono a carico dei deliberatari, come pure sono a loro carico le spese per la tassa di registro, giusta le vigenti leggi.

Torino, 9 settembre 1880. *Il Direttore dei Conti*: F. GANDOLFO.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Milano (3ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A senso dell'art. 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che l'appalto in un sol lotto della provvista e distribuzione del PANE occorrente alle Regie truppe di stanza e di passaggio nel territorio della Divisione militare di Milano, di cui nell'avviso d'asta del 4 corrente, n. 11, è stato oggi deliberato provvisoriamente come appresso:

Natura della impresa	LOTTI	CIRCONDARI componenti il lotto	PREZZO della razione pane da grammi 735 a base di asta	Cauzione in valore reale	RIBASSO offerto per ogni 100 lire
Pane	Unico	Milano, Abbiategrasso, Varese, Gallarate, Novara, Ossola, Pallanza, Monza, Como.	Centesimi 27	L. 5000	L. 7 03

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia i fatali per presentare offerte di ribasso, non minore del ventesimo, scadono il giorno 17 del corrente mese di settembre, alle ore 3 pomeridiane (tempo medio di Roma), spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Non si terrà conto delle offerte condizionate e non scritte sopra carta filigranata con bollo da lira una.

Il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione non inferiore al ventesimo, deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla colla ricevuta del deposito prescritto, uniformandosi ad un tempo a tutte le disposizioni portate dal suddetto avviso d'asta.

Milano, 9 settembre 1880.

Per detta Direzione
Il Capitano Commissario: BONETTI.

4819

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO
DIREZIONE DELL'ECONOMATO GENERALE

AVVISO.

Al pubblico incanto tenuto oggi ai termini dell'avviso d'asta 26 agosto 1880, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* dello stesso giorno e mese, n. 205, lo appalto per la stampa delle leggi e decreti in edizione ufficiale e per altre stampe del Ministero di Giustizia fu provvisoriamente aggiudicato col ribasso del 27 11 per cento sul prezzo delle tariffe.

Si rende quindi di pubblica ragione che il termine utile per presentare le offerte di ribasso non minori del ventesimo sui prezzi di deliberamento provvisorio scadrà ad un'ora pomeridiana precisa del giorno 20 settembre in corso.

Le offerte suddette, insieme col certificato dell'eseguito deposito nella Tesoreria provinciale, potranno essere presentate, nel termine suindicato, alla Segreteria dell'Economato Generale in Roma, via della Stamperia, n. 11.

Coloro che non fossero già stati ammessi all'asta e volessero concorrere all'offerta del ventesimo si uniformeranno al disposto nell'articolo 11 dell'avviso d'asta precitato, presentando la dimanda d'ammissione all'Economato Generale tre giorni prima della scadenza dei fatali.

Il capitolato d'oneri, secondo il quale si eseguirà l'appalto, le tariffe ed i campioni sono visibili in tutte le ore di ufficio presso la Segreteria dell'Economato Generale in Roma, via della Stamperia, n. 11.

Roma, 13 settembre 1880.

4857 *Per l'Economato Generale*: C. BARBARISI.

MINISTERO DELLE FINANZE — DIREZIONE GENERALE DELLE GABELLE

Il comune di Foggia essendo stato ammesso all'abbonamento per la riscossione dei dazi di consumo pel quinquennio 1881-1885 si fa noto al pubblico che è revocato l'incanto per lo appalto dei dazi di consumo nel comune medesimo, bandito con avviso in data delli 5 volgente settembre ed inserto nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del successivo giorno 9, n. 216.

Roma, li 11 settembre 1880.

4833 *Il Direttore Capo della 2ª Divisione*: CASTORINA.

CAMERANO NATALE, *Gerente*. | ROMA — Tip. Eredi Botta.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Torino (1ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'art. 98 del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 4 settembre 1880, num. 10, per la provvista del pane occorrente alle truppe di stanza e di passaggio nella Divisione di Torino, è stato, in incanto d'oggi, deliberato col seguente ribasso:

DISTINTA dei lotti	LOTTO	DIVISIONE militare	PREZZO a base d'incanto per ogni razione di pane da grammi 735	RIBASSO avuto per ogni 100 lire	AMMONTARE della cauzione
Unico	Torino	Torino	Centesimi 26	L. 10 50	L. 28,000

Annotazioni. — Il servizio della fornitura estendesi all'intero raggio territoriale del lotto rispettivo, esclusi i luoghi ove esistono panifici militari, o da questi si spedisce il pane alle truppe.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile (ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non minori del ventesimo) scade alle ore 2 pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno 18 corrente mese, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla colla ricevuta del deposito prescritto, uniformandosi ad un tempo a tutte le prescrizioni portate dal detto avviso d'asta.

Torino, 10 settembre 1880.

Per detta Direzione di Commissariato militare
Il Tenente Commissario: G. UBERTIS.

4842

OSPEDALE MAGGIORE DI S. CROCE IN MONDOVÌ

AVVISO D'ASTA per affittamento di beni stabili.

Addì due ottobre 1880, ore 10 antimeridiane, in Mondovì, sezione di Piazza, palazzo dell'Ospedale, si esporrà all'asta pubblica, col mezzo dell'estinzione della candela vergine, l'affittamento per anni nove, a partire dall'11 novembre 1881, delle seguenti sei cascine componenti la tenuta detta di *Consovero*, posseduta dal predetto Spedale sul territorio di Morozzo, Montanera e S. Albano Stura, della misura complessiva di ettari 240 circa, pari a giornate 630 circa, e cioè:

Cascina Beato Anselmo, di ettari 39 25 77, sul prezzo annuo di L. 3600
Cascina Beato Antonio, id. 42 46 96, id. „ 3900
Cascina Beato Guglielmo, id. 38 94 61, id. „ 3570
Cascina San Bruno, id. 39 07 16, id. „ 3540
Cascina San Camillo, id. 38 82 07, id. „ 3540
Cascina Sant'Ugo, id. 39 79 52, id. „ 3550

Totale L. 21700

Dopo l'esito dell'incanto parziale per ciascuna delle sei cascine verranno le medesime, nell'atto stesso del primo incanto e sul prezzo complessivo risultante dalle maggiori offerte relative, riesposte all'asta riunite in un solo lotto che comprenderà l'intiero tenimento.

Gli aspiranti all'asta dovranno depositare a mani del sottoscritto la somma di lire quattrocento per ciascuna delle cascine cui intendono far partito.

L'aumento del ventesimo è ammesso fino al mezzodì 17 ottobre 1880.

Il deliberatario dovrà guarentire il fitto di tre semestri con ipoteca su stabili o su certificati di rendita del Debito Pubblico italiano.

Le altre condizioni sono visibili presso il sottoscritto in ciascun giorno e nelle solite ore d'ufficio.

Mondovì, 6 settembre 1880.

4817 *Il Segretario*: Notaro EGIDIO BARETTI.

CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE
DELLA DIREZIONE DEL MAGAZZINO CENTRALE MILITARE DI FIRENZE

AVVISO D'ASTA per nuovo incanto in seguito all'offerta del ventesimo.

A tenore dell'art. 99 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, si notifica che in tempo utile è stata presentata offerta di ribasso del ventesimo sull'appalto per la provvista dei sottodescritti stivalini per la truppa di fanteria, da introdursi nel suddetto magazzino centrale militare di Firenze, nelle epoche infraindicate, stata provvisoriamente aggiudicata nell'asta del 4 settembre 1880.

Si avverte quindi che il giorno 20 settembre corrente (essendo festivo il giorno 19), ad un'ora pom. (tempo medio di Roma), nell'ufficio del suddetto Consiglio, via San Gallo, n. 27, primo piano, avanti al signor direttore, si procederà a nuovo incanto mediante partiti segreti sul prezzo stato variato coll'ottenuta migliore offerta, cioè:

QUALITÀ degli oggetti da provvedersi	UNITÀ di misura	QUANTITÀ totale da provvedersi	PREZZO parziale	N. dei lotti	QUANTITÀ per ogni lotto	IMPORTO di ogni lotto	CAUZIONE per ogni lotto	N. dei lotti	RIBASSO ottenuto per ogni 100 lire	RIBASSO ottenuto nel periodo dei fatali	PREZZO RIDOTTO in cui si riapre il nuovo incanto per ogni lotto
Stivalini per la truppa di fanteria . .	Paia	6000	L. 11 50	12	500	5750 »	575 »	2	13 25	5 per 100	4738 71
								6	13 26	5 per 100	4738 17
								2	14 35	5 11 per 100	4673 21
								2	14 57		4661 21

Termine per la consegna — La consegna degli oggetti dovrà essere fatta in questo magazzino nel termine di giorni 120, in ragione di metà di ogni lotto entro i primi 90 giorni, e l'altra metà a saldo nei 30 giorni successivi, a decorrere dal giorno successivo a quello dell'avviso dell'approvazione del contratto.

Avvertenza — Il pagamento della provvista non avrà luogo che a partire dal gennaio 1881.

I capitoli generali e parziali non che i campioni degli stivalini da provvedersi, sono visibili presso la Direzione del suddetto magazzino e presso quelle dei magazzini centrali militari di Torino, Napoli e Roma.

Le offerte dovranno essere incondizionate, firmate, suggellate e redatte su carta bollata da lira una, sotto pena di nullità, e potranno essere cumulative per diversi o per tutti i lotti.

Dette offerte dovranno essere firmate di proprio pugno dagli accorrenti all'appalto, e se invece essi intendessero di delegare altra persona a firmarle od a presentarle, questa dovrà produrre insieme all'offerta una apposita procura speciale.

Il ribasso offerto per ogni lotto dovrà essere chiaramente espresso, in tutte lettere, sotto pena di nullità dell'offerta da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presiedente l'asta.

Onde essere ammessi all'asta dovranno gli accorrenti rimettere la ricevuta del deposito fatto a titolo di cauzione per la somma sovra stabilita nella Tesoreria provinciale di Firenze, od in quelle delle provincie di Torino, Napoli e Roma nelle quali hanno sede detti magazzini centrali, o nelle altre delle città di Ancona, Alessandria, Bologna, Bari, Brescia, Chieti, Catanzaro, Genova, Milano, Messina, Piacenza, Padova, Perugia, Palermo, Salerno e Verona nelle quali hanno sede le Direzioni di Commissariato militare; tale deposito dovrà essere in contanti od in titoli di rendita del debito pubblico al portatore, secondo il valore di Borsa del giorno precedente a quello del fatto deposito.

Le ricevute dei depositi non dovranno essere incluse nei pieghi contenenti le offerte, ma bensì presentate a parte.

Il deliberamento avrà luogo qualunque sia il numero dei concorrenti, e sarà definitivo a favore di chi nella propria offerta suggellata avrà esibito il maggior ribasso di un tanto per cento sull'indicato prezzo ridotto.

Le offerte potranno anche essere inviate per la posta, ma soltanto a mezzo delle Direzioni dei magazzini centrali militari di Roma, Torino e Napoli, e delle Direzioni di Commissariato militare di Ancona, Alessandria, Bologna, Bari, Brescia, Chieti, Catanzaro, Genova, Milano, Messina, Piacenza, Padova, Perugia, Palermo, Salerno e Verona, consegnando ad un tempo le ricevute dei prescritti depositi di cauzione; ma di queste offerte non sarà tenuto conto alcuno laddove non pervengano ufficialmente a questa Direzione prima dell'apertura dell'asta.

Le spese tutte relative agli incanti ed ai contratti, cioè di posta, di carta bollata, di stampa, di inserzione, di registro e di segreteria saranno a carico dei deliberatari, come prescrive il regolamento sulla Contabilità generale dello Stato.

Firenze, 9 settembre 1880.

Per detto Consiglio d'Amministrazione
Il Direttore dei Conti: DEL GAMBA.

4823

INCANTO PER VENDITA DEL PODERE MOGLIA
in territorio di Masio

AVVISO D'ASTA

per parte della Congregazione di Carità amministratrice dell'Ospedale dei Santi Antonio e Biagio di Alessandria.

Si rende noto che nel giorno 11 ottobre prossimo, alle ore 9 antimeridiane, si procederà nella sala delle sedute di detta Congregazione di Carità, nel fabbricato di questo Ospedale sotto il titolo dei Santi Antonio e Biagio, posto in questa città, via Venezia, numero civico 11, davanti al signor presidente della medesima, col ministero di pubblico notaio, a pubblici incanti, all'estinzione della candela vergine, per la vendita del podere e beni annessi infradescritti, in due lotti, al prezzo il primo lotto di lire 52,793 95, ed il lotto secodo di lire 906 20, prezzi questi attribuiti agli stabili a vendersi dal sig. geometra Marco Zaglio nella di lui perizia in data 29 aprile 1880.

I prezzi di deliberamento dovranno pagarsi in questa città, nell'ufficio ed a mani del signor tesoriere di detta Congregazione, per un terzo all'atto della riduzione del deliberamento in istromento da seguire tosto avutane la superiore approvazione, e pel rimanente nel termine di cinque anni cogli interessi annui in ragione del 6 per cento, giusta il capitolato adottato dalla Congregazione predetta colla di lei deliberazione in data 20 maggio ultimo scorso, approvato dalla Deputazione provinciale col decreto in data 9 agosto successivo.

Si invita perciò chiunque aspiri all'acquisto dell'infradesignato podere a comparire nel luogo, giorno ed ora suindicati, per fare il suo partito in aumento alle somme anzidette, ed ivi vederne seguire i deliberamenti all'estinzione della candela vergine a favore dei migliori offerenti, sotto l'osservanza del surriferito capitolato, del quale, come pure delle carte tutte relative, si potrà avere visione nella segreteria di detta Congregazione nelle ore d'ufficio, osservato il disposto dal regolamento per l'esecuzione della legge in data 22 aprile 1869 sull'amministrazione del patrimonio dello Stato e sulla Contabilità generale in data 4 settembre 1870, n. 5852, sotto l'osservanza del quale avrà luogo l'incanto.

Nessuno potrà essere ammesso all'asta se non comproverà di aver depositato presso il detto signor tesoriere, a garanzia della sua offerta, una somma eguale al dieci per cento del suenunciato prezzo, oltre ad altra del sette per cento a garanzia delle spese.

I depositi potranno essere fatti sia in numerario o biglietti di Banca aventi corso obbligatorio, od in titoli del Debito Pubblico dello Stato al corso di Borsa segnato nell'ultimo listino pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* il giorno antecedente a quello del deposito, e saranno restituiti tosto seguito il deliberamento, ad eccezione dei depositi dei deliberatari che saranno ritenuti per cautela della effettuazione dei contratti relativi; quali contratti, ove non avessero luogo per colpa dei deliberatari, saranno li fatti depositi devoluti a titolo di donativo al pio Istituto venditore, salvo inoltre al medesimo la ripetizione dei danni nella somma che gli potrà competere.

Negli incanti a seguire si osserveranno inoltre le seguenti altre prescrizioni:

1. Le offerte a farsi in aumento non potranno essere minori di lire venti.

2. Tutte le spese degli atti d'incanto, di perizia, di registro, rogito al notaio, trascrizione, iscrizione ipotecaria, ed ogni altra relativa al contratto, compresa una copia di ogni atto da rimettersi alla Congregazione, sono a totale carico dei deliberatari.

3. I termini fatali per l'aumento del ventesimo, od altro maggiore, sono stabiliti a giorni quindici, i quali scadranno al mezzodì del decimoquinto giorno dopo il deliberamento provvisorio.

4. Il possesso materiale di detto podere avrà luogo nel giorno 11 novembre prossimo, e così al termine della corrente annata agraria, ma però per potere conseguire tale possesso dovrà il deliberatario uniformarsi al disposto della convenzione privata seguita tra l'attuale fittabile e questa Congregazione di Carità in data 15 marzo ultimo scorso, debitamente registrata. Nel caso che il detto podere fosse comprato da due diversi deliberatari, ciascuno dei medesimi sarà tenuto, in proporzione del quantitativo di terreno dagli stessi rispettivamente acquistato, di soggiacere al pagamento dell'annualità di lire 200 che per anni due debbesi ancora corrispondere all'affittavolo a termini della convenzione anzidetta, come pure alla corrisponsione della colonica in base al contratto d'affitto.

Descrizione degli stabili da vendersi.

LOTTO PRIMO. — **Territorio di Masio.**

Aratorio asciutto con fabbricato entrostante ed annessa pezza di terra indicata nel tipo col numero 1, regione Moglia, o Casotto del Pedaggio, ed ai numeri di mappa 35, 36, 38 e 240, confinanti colla strade pubblica di Masio, e colla marchesa Lomba-Doria, della superficie di are 413,80, corrispondenti a moggia locali 12, staia 3.

Aratorio asciutto moronato indicato nel tipo col numero 2, regione Moglia, ed in mappa ai numeri 280, 280 1/4, 283 e 284, confinante colla strada consortile da Felizzano ad Oviglio, col signor Goria Federico, coi fratelli Roggero, e colla alluvione seguente al numero 3, della superficie di are 904, centiare 32, corrispondente a moggia locali 27, tavole 4.

Alluvione antica con piante di dimensioni diverse, e cespugli indicata nel tipo col numero 3, regione suddetta, confinante colla sunnominata strada consortile, coll'appezzamento suddetto, coi fratelli Roggero, e colla alluvione seguente al numero 4, della quantità di are 351,49, pari a moggia locali 10, staia 4, tavole 1.

Alluvione recente con pianticelle di pioppo e gorra indicata nel tipo col numero 4, confinante colla suddetta strada consortile, col numero 2 suddescritto, coi fratelli Roggero, e col fiume Tanaro, della superficie di are 864, centiare 53, corrispondenti a moggia locali 25, staia 6, tavole 10.

LOTTO SECONDO. — **Territorio di Masio.**

Vigna sulla collina, regione Roncaglie, in mappa al numero 193, confinante col signor Coscia Paolo, e cavaliere Vitale Bonajut a due, della superficie di are 30, centiare 48, corrispondenti in misura locale a staia 7, tavole 3.

Alessandria, addì 4 settembre 1880.

Per detta Congregazione di Carità.
Il Presidente: A. BALBI-VIECHA.

4815

INTENDENZA DI FINANZA IN SASSARI

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi provvedere all'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni aperti sottoindicati si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto è diviso in cinque lotti e si fa per cinque anni dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1885.

2. Il canone annuo d'appalto complessivo per tutti i comuni compresi in ciascun lotto è quello indicato nella sottoposta tabella.

3. Gli incanti si faranno per mezzo di offerte segrete presso questa Intendenza, nei modi stabiliti dal regolamento sulla Contabilità generale dello Stato approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, aprendo l'asta alle ore 12 merid. del giorno 27 settembre corrente.

4. Chiunque intenda concorrere all'appalto dovrà unire ad ogni scheda di offerta la prova d'aver depositato a garanzia della medesima nella Tesoreria provinciale una somma eguale al sesto del canone annuo sulla base del quale viene per ogni lotto aperto l'incanto, come viene indicato nella apposita colonna.

5. L'offerente dovrà inoltre nell'interno ed esterno della scheda indicare il lotto a cui aspira, ed internamente anche il domicilio da lui eletto nella città capoluogo della provincia.

6. Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persona da nominare.

7. Presso questa Intendenza di finanza e presso le Sottoprefetture dei singoli circondari saranno ostensibili i capitolati d'oneri che debbono formare legge del contratto d'appalto.

8. Le schede contenenti il minimo prezzo d'aggiudicazione saranno dal Ministero spedite all'Intendenza di finanza.

9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 13 ottobre prossimo venturo, alle dodici meridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità suaccennato.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammissibili, a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto, da tenersi il giorno 30 ottobre p. v., alle ore 12 meridiane, col metodo dell'estinzione delle candele.

10. Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto, a norma dell'articolo 5 del capitolato d'oneri.

11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del succitato regolamento.

12. Tutte le spese di stampa e d'inserzione del presente avviso e quelle dei contratti di appalto sono a carico degli aggiudicatari.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capoluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati e nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* ed in quella della provincia nella quale si fanno le inserzioni legali.

Comuni aperti compresi nel lotto.

LOTTO PRIMO. — **Circondario di Alghero.**

Banari - Bessude - Bonnanaro - Bonorva - Borutta - Cheremule - Cossoine - Giave - Mara - Monteleone - Olmedo - Padria - Pozzomaggiore - Romana - Semestene - Siligo - Tiesi - Torralba. — Canone annuo complessivo lire 15,350 — Somma da depositarsi a garanzia dell'offerta lire 2558 33.

LOTTO SECONDO. — **Circondario di Nuoro.**

Bitti - Bolotana - Dorgali - Fonni - Galtellì - Gavoi - Irgoli - Lei - Loculi - Lodè - Lodine - Lula - Mamojada - Oliena - Ollolai - Olzai - Onani - Onifai - Oniferi - Orani - Orgosolo - Orosei - Orotelli - Orune - Osidda - Ottana - Ovodda - Posada - Sarule - Silanus - Siniscola - Torpè. — Id. lire 28,500 — Id. lire 4750.

LOTTO TERZO. — **Circondario di Ozieri.**

Alà - Anela - Ardara - Benetutti - Berchidda - Bono - Bottida - Buddusò - Bultei - Burgos - Esporlatu - Illorai - Itireddu - Monti - Mores - Nughedu - Nule - Oschiri - Pattada - Tula. — Id. lire 15,450 — Id. lire 2575.

LOTTO QUARTO. — **Circondario di Sassari.**

Bulzi - Cargeghe - Castelsardo — Chiaramonti - Codrongianus - Florinas - Laerru - Martis - Muros - Nulvi - Osilo - Perfugas - Ploaghe - Portotorres - Putifigari - Sedini - Sennori - Sorso - Tissi - Uri. — Id. lire 24,700 — Id. lire 4116 67.

LOTTO QUINTO. — **Circondario di Tempio.**

Aggius - Bortigiadas - Calangianus - Luras - Nuchis - S. Teresa Gallura - Terranova Pausania, — Id. lire 10,100 — Id. lire 1683 33.

Sassari, 9 settembre 1880.

L'Intendente: FRICON.

4853

DIREZIONE D'ARTIGLIERIA
DEL LABORATORIO DI PRECISIONE DI TORINO

Avviso di deliberamento d'appalto.

A termine dell'articolo 59 del regolamento 25 gennaio 1870 si notifica che l'appalto di cui nell'avviso d'asta del 18 agosto 1880, cioè:

Lotto unico.

Provvista di chil. 150 acciaio fuso in lamiera (spessore mill. 1,5), della lunghezza e larghezza esistente in commercio, a L. 2 10 il chil.

Id. di chil. 10 ottone in filo mezzano (diametro da mill. 1,0), a L. 2 35 il chil.

Id. di chil. 100 ottone in filo sottile (diametro da mill. 0,6), a L. 2 35 il chil.

Id. di chil. 6300 ottone in verghe (chil. 5150 tondo, diametro da mill. 21 a 21,3; chil. 650 tondo, diametro da mill. 14,8 a 15; chil. 1000 tondo, diametro da mill. 9,8 a 10), a L. 2 35 il chil.

Id. di chil. 500 tubi di ottone (diametro interno mill. 9,2, diametro esterno mill. 13,8), a L. 4 il chil.

Importante L. 18,553 50,

da consegnarsi nei magazzini della Direzione suddetta nel termine di giorni quarantacinque, a datare dal giorno successivo a quello in cui sarà notificata al deliberatario l'approvazione del contratto, è stato in incanto d'oggi deliberato mediante il ribasso di lire 18 01 per 100.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare le offerte di ribasso non minore del ventesimo, scadono al mezzodì del giorno 21 settembre 1880, spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione non minore del vigesimo deve all'atto della presentazione della relativa offerta, da estendersi su carta filigranata col bollo da una lira, accompagnarla col deposito prescritto dal succitato avviso d'asta.

Il ribasso offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presiedente l'asta.

L'offerta può essere presentata all'ufficio della Direzione suddetta dalle ore 8 alle 11 antimeridiane, e dalle ore 2 1[2 alle 5 pomeridiane.

Sarà facoltativo agli offerenti di presentare le loro offerte a tutte le Direzioni territoriali dell'arma ed agli uffici staccati da esse dipendenti. Di queste ultime offerte però non si terrà alcun conto se non giungeranno alla Direzione ufficialmente e prima della scadenza del termine utile (fatali), e se non risulterà che gli offerenti abbiano fatto il deposito di cui sovra e presentata la ricevuta del medesimo.

Dato in Torino, 6 settembre 1880.

Per la Direzione
Il Segretario: G. GARRONE.

4793

INTENDENZA DI FINANZA DI REGGIO CALABRIA

Avviso di concorso.

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle rivendite dei generi di privativa di seconda categoria qui sotto indicate, assegnate per le leve ai qui sotto descritti magazzini di vendita.

N. d'ordine	COMUNE	BORGATA	MAGAZZINO a cui è assegnata la rivendita per le levate	N. ordinale della rivendita
1	Reggio Calabria (1).	Nuovo Porto . .	Reggio Calabria .	40
2	Feroleto (2) . . .	Plaesano . . .	Palmi	2
3	Benestare (2) . . .	Cirella	Bianco	2
4	Ferruzzano (2) . .	»	Bianco	1
5	Sant'Agata del Bianco (2)	»	Bianco	1
6	Fossato Calabria (2)	»	Melito P. S. . . .	1
7	Palizzi (2)	»	Melito P. S. . . .	1

(1) Di nuova istituzione.
(2) Esercitate da rivenditori provvisori.

Le rivendite saranno conferite a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo di centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia e dei documenti comprovanti i titoli che possono militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese di pubblicazione del presente avviso saranno a carico dei concessionari.

Reggio Calabria, 2 settembre 1880.

L'Intendente: TIRELLI.

4759

CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE
DELLA LEGIONE CARABINIERI REALI DI CAGLIARI

Avviso d'Asta.

Si fa noto che nel giorno di giovedì 30 settembre corrente, alle ore dodici meridiane, si procederà in Cagliari, nella Caserma dei Reali carabinieri, sita Corso Vittorio Emanuele, n. 22, avanti il comandante la Legione, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto in due lotti dei foraggi pei quadrupedi dei militari dell'Arma stanziati e di passaggio nelle stazioni dipendenti dalle sotto notate provincie, pel periodo di anni tre a far tempo dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1883.

INDICAZIONE dei generi componenti la razione	QUANTITA' per ogni razione	DENOMINAZIONE dei lotti	PREZZO parziale della razione	NUMERO delle razioni che si consumano al giorno approssimativamente	SOMMA per cauzione
Orzo . . . Paglia mangiativa Paglia da lettiera	4 Chilogr. 5 Id. 2 Id.	Provincia di Cagliari Provincia di Sassari	1 40	660	6000 » 6000 »

Termine della consegna — A seconda del bisogno.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso tutti i Comandi delle Legioni dell'Arma ove verrà fatta la pubblicazione del presente avviso, e presso i comandanti nelle provincie e circondari dipendenti da questa Legione, ed il servizio dovrà essere esteso a tutte le località dipendenti dai singoli lotti.

Gli accorrenti potranno fare offerte per un lotto o per tutta l'impresa mediante schede segrete firmate, suggellate e scritte su carta filigranata col bollo ordinario di una lira.

Le schede segrete dovranno contenere la precisa specificazione del prezzo che si esibisce per l'intiera razione.

Il deliberamento seguirà a favore di colui il quale nel suo partito avrà fatto una migliore offerta. I fatali, ossia il termine utile per presentare una offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni quindici, decorribili dall'una pomeridiana del giorno del deliberamento.

I concorrenti, per essere ammessi all'asta, dovranno fare presso la Cassa del Consiglio d'amministrazione, ovvero presso quelle delle altre Legioni, o presso le Tesorerie del Regno, o presso le Casse dello Stato incaricate di ricevere ed amministrare i depositi, il deposito della somma come sopra stabilita per cauzione. Tale somma dovrà essere in moneta corrente od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore, al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui si fa il deposito.

I depositi presso il Consiglio d'amministrazione ove ha luogo l'incanto dovranno farsi dalle ore 8 alle 11 antimeridiane di ciascun giorno.

Saranno considerate nulle le offerte che manchino della firma o suggello suindicati, che non sieno stese su carta filigranata con bollo ordinario di una lira, o che contengano riserve e condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti alle Legioni sopraccennate, ma ne sarà tenuto conto solo quando pervengano a questa Legione prima dell'apertura della scheda che serve di base all'incanto e consti ufficialmente dell'effettuato deposito.

Le ricevute dei depositi devono essere presentate a parte e separate dalle schede di offerta.

Le spese tutte relative agli incanti ed ai contratti, cioè di carta bollata, di stampa, di inserzione e di registro, saranno a carico del deliberatario. Sarà pure a suo carico la spesa degli esemplari dei capitoli d'oneri.

A Cagliari, addì 6 settembre 1880.

Il Direttore dei Conti: SIRCANA.

4794

COMMISSARIATO MILITARE
Direzione della Divisione di Genova (8ª)

Avviso di provvisorio deliberamento n. 11.

A mente del disposto dall'articolo 98 del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852, sulla Contabilità generale dello Stato,

Si notifica che la fornitura del pane alle truppe nel lotto di Genova di cui nell'avviso d'asta del 4 volgente mese, n. 10, venne all'incanto odierno deliberata per il prezzo di centesimi 25 caduna razione di grammi 735, col ribasso di lire quattro e centesini nove (lire 4 09) per ogni cento lire.

Perciò il pubblico è avvertito che i fatali ossia tempo utile per presentare offerta di ribasso non inferiore al ventesimo scadono alle ore 2 pom. (tempo medio di Roma) del giorno 18 corrente mese; spirato qual termine non sarà accettata alcuna offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare tale ribasso del ventesimo, dovrà presentare la relativa offerta alla Direzione suddetta e non ad altra, e accompagnarla da quitanza comprovante il deposito di lire 25,000 di cui nel succitato avviso d'asta, uniformandosi ad un tempo a tutte le prescrizioni del medesimo.

Genova, 10 settembre 1880.

Il Capitano Commissario: DEVECCHI.

4841

RIASSUNTO della Situazione del dì 31 del mese di Agosto 1880 del BANCO DI SICILIA

Capitale sociale o patrimoniale utile alla tripla circolazione (R. D. 23 sett. 1874, N. 2237) L. 12,000,000.
Riserva metallica vincolata (Art. 57 Reg. 21 gennaio 1875) . . . . L. 12,000,000.

ATTIVO.

Cassa e riserva		L.	22,956,583 66
Portafoglio	Cambiali e boni del Tesoro a scadenza non maggiore di 3 mesi . . . L. 14,964,196 53		
	pagabili in carta id. maggiore di 3 mesi „ 450,498 69		
	Cedole di rendita e cartelle estratte . . . „ 48,770 64	„	18,556,051 86
	Boni del Tesoro acquistati direttamente . . „ 3,092,586 „		
	Cambiali in moneta metallica . . . . „ „		
	Titoli sorteggiati pagabili in moneta metallica . „ „	„	
Anticipazioni		„	6,774,605 27
Titoli	Fondi pubblici e titoli di proprietà della Banca . . . L. 5,188,663 53		
	Id. id. per conto della massa di rispetto . . „ 925,444 65		
	Id. id. pel fondo pensioni o cassa di previdenza „ 130,587 01	„	6,586,130 58
	Effetti ricevuti all'incasso . . . . „ 341,435 39		
Crediti		„	15,134,469 05
Sofferenze		„	3,752,638 70
Depositi		„	13,358,791 91
Partite varie		„	3,683,288 92
	Totale . . .	L.	90,802,559 95
Spese del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso		„	848,670 13
	Totale generale .	L.	91,651,230 08

PASSIVO.

Capitale	L.	10,400,000 „
Massa di rispetto	„	1,495,542 51
Circolazione biglietti di Banca, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa	„	29,193,834 „
Conti correnti ed altri debiti a vista	„	30,812,918 60
Conti correnti ed altri debiti a scadenza	„	„
Depositanti oggetti e titoli per custodia, garanzia ed altro	„	13,358,791 91
Partite varie	„	5,213,531 02
Totale . . .	L.	90,474,618 04
Rendite del corrente esercizio da liquidarsi alla chiusura di esso	„	1,176,612 04
Totale generale .	L.	91,651,230 08

Distinta della Cassa e Riserva.

Oro	L.	9,027,115 „
Argento	„	4,082,274 80
Bronzo nella proporzione dell'uno per mille (Art. 30 Reg. 21 gennaio 1875)	„	2,506 86
Biglietti consorziali	„	7,746,237 „
Riserva . . .	L.	20,858,133 66
Biglietti di altri Istituti d'emissione	„	2,098,450 „
Bronzo eccedente la proporzione dell'uno per mille	„	„
Cassa . . .	L.	22,956,583 66

Biglietti, fedi di credito al nome del cassiere, boni di cassa in circolazione.

Valore	Numero	Importo
da L. 50	138,931	L. 6,946,550 „
da L. 100	76,067	„ 7,606,700 „
da L. 200	25,629	„ 5,125,800 „
da L. 500	10,290	„ 5,145,000 „
da L. 1000	4,153	„ 4,153,000 „
	Somma .	L. 28,977,050 „

Biglietti, ecc., di tagli da levarsi di corso.

Valore	Numero	Importo
da L. 1	96,104	L. 96,104 „
da L. 2	15,685	„ 31,370 „
da L. 5	5,162	„ 25,810 „
da L. 10	2,726	„ 27,260 „
da L. 20	1,812	„ 36,240 „
	Totale .	L. 29,193,834 „

Il rapporto fra il capitale L. 12,000,000 00 e la circolazione . . . . L. 29,193,834 „ è di uno a 2 433

Il rapporto fra la riserva „ 20,858,133 66 e { la circolazione L. 29,193,834 „ / gli altri debiti a vista „ 30,812,918 60 } „ 60,006,752 60 è di uno a 2 877

Saggio dello sconto e dell'interesse durante il mese per cento e ad anno.

	3 mesi	4 mesi
Sulle cambiali ed altri effetti di commercio	L. 4	4 1/2
Sulle cambiali pagabili in metallo	„	„
Per le anticipazioni su titoli e valori	„ 4	„
Per le anticipazioni su sete	„ 4	„
Sui conti correnti passivi	„	„

Palermo, 9 settembre 1880.

Visto — **IL DIRETTORE GENERALE** E. NOTARBARTOLO.

Il Ragioniere Capo G. Bazan.

4830

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Ai signori Presidente e Giudici del Tribunale civile di Sant'Angelo dei Lombardi,

I sottoscritti Gabriele e Carmine Tartaglia fu Giuseppe, proprietari, domiciliati nel comune di Bisaccia, espongono alle SS. LL. che nell'anno 1860 si moriva il loro comune germano Antonio, di condizione notaro, residente in quel comune, lasciando a lui superstiti solamente i sottoscritti, come rilevasi dall'atto notorio redatto dal pretore di Lacedonia nel giorno 10 aprile ultimo. Che il detto loro germano, fra l'altro, lasciava di suo retaggio due certificati nominativi, uno sotto il numero 39870, colla annua rendita di lire 65; e l'altro sotto il numero 9879, colla rendita di lire 3, ambo iscritti sul Gran Libro del Debito Pubblico del Regno d'Italia, vincolati a favore del Governo come patrimonio e cauzione dell'esercizio notarile.

Che interessando ai sottoscritti ritirare le somme risultanti dai detti certificati, così si rivolgono alle SS. LL. perchè, ai sensi dell'articolo 38, testo unico, della legge 25 maggio 1879, sia dalle SS. LL. pronunziato lo svincolo in appoggio dei documenti che all'uopo si esibiscono. — Sant'Angelo dei Lombardi, 5 giugno 1880 — Firmati: Gabriele Tartaglia — Carmine Tartaglia — Alfonso Bergamo procuratore — Presentata in cancelleria oggi 5 giugno 1880 in Sant'Angelo dei Lombardi — Il cancelliere del Tribunale firmato: A. Vargas Macciucca.

Per copia conforme,

4782 Alfonso Bergamo proc.

REGIO TRIBUNALE CIVILE

DI VELLETRI.

Con ricorso presentato alla cancelleria del Tribunale suddetto ad istanza della signora Pennerini Rosa in Marinelli vedova di Luigi Fontana figlio ed erede di Pasqua Valerio come madre tutrice e curatrice dei minorenni Vincenzo, Maria e Ginevra Fontana figli ed eredi del suddetto Luigi, domiciliati a Terracina ed elettivamente in Velletri nello studio dell'avvocato Pietro Vagnozzi, dal quale è rappresentata in base a decreto della Commissione pel gratuito patrocinio 2 luglio 1879, al cui beneficio fu ammessa la istante, si domanda la deputa di un perito per valutare i seguenti fondi:

1. Sezione 9ª, numero di mappa 980, Costa di Trento, casa diruta, di tavole 0,06, estimo scudi 0 76, responsiva alla signora Fiorini Elisabetta, sez. 11ª, numero di mappa 589, Salisano Vigna, tavole 5,90, estimo scudi 32 85, col canone annuo di scudi 1 70 a favore del Capitolo di S. Cesareo.

2. Casa a pianterreno e primo piano, alla Salita del Castello, civico n. 37, di piani 2, vani 4, di mappa sez. 11ª coi numeri 1384|1, 1385|1, 1386|2, 1387|3, della rendita imponibile di lire 56 25.

Si richiede che il presente estratto sia inserito nella *Gazzetta Ufficiale*, a senso e per gli effetti dell'articolo 664 Codice di procedura civile.

Velletri, 3 settembre 1880.

4769 Pietro avv. Vagnozzi deput.

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*).

Illustrissimi signori Presidente e Giudici del Tribunale civile di Potenza,

Raffaele e Pasquale Marino, di Montepeloso, eredi del fu loro padre Giuseppe Marino, residente in S. Chirico Nuovo, volendo svincolare il deposito di lire 850 eseguito sul Gran Libro, e far radiare la iscrizione accesa sopra immobili di proprietà di esso Marino, che furono istituiti in garentia della carica notarile, pregano le SS. LL. di voler emettere analoga sentenza di svincolo, previe le formalità prescritte dall'articolo 38 della vigente legge notarile.

Potenza, 15 luglio 1880.

4848 Riccardo Marsico proc.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Verona (5ª)

AVVISO.

A termine dell'art. 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852,

Si notifica che l'appalto della provvista e distribuzione dei

FORAGGI

occorrenti alle truppe di stanza e di passaggio nel lotto di Verona, costituito dalle provincie di Verona, Vicenza, Mantova e Rovigo, di cui nell'avviso di asta in data 3 settembre corrente, n. 9, è stato all'incanto d'oggi provvisoriamente deliberato al prezzo di

Fieno a lire 8 e cetesimi 10 al quintale
Avena a lire 27 e centesimi 70 al quintale,

ai quali prezzi ragguagliata la razione, composta figurativamente di chilogrammi 6 fieno e chilogr. 3 avena, il costo della razione sarebbe di lire 1 317.

Epperciò il pubblico è diffidato che i fatali, ossia il termine utile per la presentazione di offerte di ribasso non inferiori al ventesimo, stato dal Ministero della Guerra nell'interesse del servizio ridotto a giorni otto, scade alle ore due pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno 17 del corrente mese di settembre; spirato qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Non si terrà conto delle offerte condizionate nè di quelle non scritte sopra carta filigranata con bollo da lire una.

Il prezzo offerto dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, sotto pena di nullità delle offerte, da pronunziarsi, seduta stante, dall'autorità presiedente l'asta.

Chiunque intenda fare la suindicata diminuzione del vigesimo deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla colla ricevuta del deposito prescritto dal succitato avviso d'asta, uniformandosi ad un tempo a tutte le prescrizioni portate dal medesimo.

Verona, 9 settembre 1880.

Per detta Direzione
Il Capitano Commissario: F. ALVINO.

4822

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Perugia (12ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'art. 98 del regolamento approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, num. 5852, si notifica che l'appalto di cui nell'avviso **d'asta del** 5 settembre 1880, n. 14, per la provvista del pane occorrente alle **truppe di** stanza e di passaggio nella Divisione di Perugia è stato in incanto d'oggi deliberato col seguente ribasso:

DISTINTA dei lotti	LOTTO	DIVISIONE militare	PREZZO a base d'incanto per ogni razione di pane da grammi 735	RIBASSO avuto per ogni 100 lire	AMMONTARE della cauzione
Unico	Perugia	Perugia	Centesimi 26	L. 9 »	L. 20,000

Annotazioni. — Il servizio della fornitura estendesi a tutte le località comprese nella Divisione di Perugia, fatta eccezione di quelle in cui il pane sarà provveduto direttamente dall'Amministrazione militare.

Epperciò il pubblico è diffidato che il termine utile, ossia li fatali per presentare offerta di ribasso non minore del ventesimo, stati fissati a giorni otto, scadono alle ore 2 pomeridiane (tempo medio di Roma) del giorno 18 settembre 1880, spirato il qual termine non sarà più accettata qualsiasi offerta.

Chiunque in conseguenza intenda fare la suindicata diminuzione deve, all'atto della presentazione della relativa offerta, accompagnarla colla ricevuta del deposito prescritto, uniformandosi ad un tempo a tutte le prescrizioni portate dal detto avviso d'asta.

Perugia, 10 settembre 1880.

Per la Direzione
Il Tenente Commissario: MORELLI.

4849

CONSIGLIO D'AMMINISTRAZIONE DELLA LEGIONE REALI CARABINIERI FIRENZE

AVVISO D'ASTA per la provvista dei foraggi stante la diserzione del primo incanto.

Si fa noto che nel giorno di lunedì 27 settembre 1880, all'ora 1 pom. (tempo medio di Roma), si procederà in Firenze, nella caserma dei carabinieri Reali, via Pilastri, n. 62, piano 2°, avanti il comandante la Legione, presidente del Consiglio, a pubblico incanto, a partiti segreti, per lo appalto in due lotti dei foraggi (avena, fieno e paglia da lettiera) pei cavalli dei militari dell'arma stanziati e di passaggio nelle stazioni dipendenti dalle sottonotate provincie, per il periodo di un anno, cioè dal 1° gennaio 1881 a tutto dicembre anno suddetto, come dallo specchio che segue:

INDICAZIONE dei generi	QUANTITÀ dei generi per ogni razione	NUMERO dei lotti	DENOMINAZIONE DEI LOTTI e provincie comprese in ciascun lotto	QUANTITA' APPROSSIMATIVA DEI FORAGGI da provvedere durante l'appalto — Fieno	Avena	Paglia	NUMERO delle stazioni a cavallo comprese in ciascun lotto	SOMMA a cauzione per ogni lotto
				MIRIAGRAMMI				
Fieno / Avena / Paglia da lettiera	Chilogr. 6 / Id. 3 / Id. 4	Due	1° lotto — Provincie di Firenze, Siena, Arezzo, Perugia	24300	12200	16200	22	6100
			2° lotto — Provincie di Pisa, Livorno, Lucca, Grosseto	14600	7300	10100	15	3200

Termini della consegna. — Dal 1° gennaio 1881 a tutto il 31 dicembre di detto anno, a misura del bisogno nelle Stazioni.

A termine dell'art. 88 approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, si avverte che in questo nuovo incanto si farà luogo al deliberamento quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Le condizioni d'appalto sono visibili presso l'Amministrazione di questa Legione e presso i comandanti nelle provincie, circondari e sezioni dipendenti, non che presso l'Amministrazione delle altre Legioni ove verrà fatta la pubblicazione del presente avviso.

Gli accorrenti all'asta potranno fare offerte per uno o più lotti mediante schede segrete firmate e suggellate, scritte su carta filogranata col bollo ordinario da una lira: sono escluse le offerte scritte su carta libera e munite di marche da bollo.

Tali offerte dovranno contenere la precisa e chiara specificazione dei prezzi che si esibiscono in ciascun lotto per il fieno, per l'avena e per la paglia, in ragione di ogni miriagramma per ciascuna derrata, ed il costo della razione composta come sopra è indicato, come ad esempio:

Fieno per ogni miriagramma L.... — Avena per ogni miriagramma L.... — Paglia da lettiera per ogni miriagramma L.... — Costo della razione completa: chilogr. 6 fieno L.... — Chilogr. 3 avena L.... — Chilogr. 4 paglia L.... — Totale del costo della razione L...

I suddetti prezzi offerti dovranno essere chiaramente espressi, oltre che in cifre, in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti da pronunziarsi seduta stante dall'autorità presiedente l'asta.

Il deliberamento seguirà a favore del miglior offerente che nel suo partito suggellato e firmato avrà offerto un prezzo inferiore o per lo meno uguale a quello stabilito nella scheda suggellata, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati. A partiti uguali sarà data la preferenza a quelli che comprenderanno i due lotti.

I fatali, ossia il termine utile per presentare un'offerta di ribasso non inferiore al ventesimo sul prezzo di aggiudicazione, sono fissati a giorni 15, decorribili dall'ora una pomeridiana del giorno del deliberamento (tempo medio di Roma).

I concorrenti per essere ammessi all'asta dovranno fare presso la Cassa del Consiglio di amministrazione suddetto, ovvero presso quelle delle altre Legioni o presso i Comandi dei carabinieri nelle provincie, circondari e sezioni di questa Legione il versamento della somma come sopra stabilita per cauzione. Tale somma dovrà essere in moneta corrente od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui si fa il deposito.

Se il deposito sarà costituito in titoli di rendita pubblica dovrà essere accompagnato con una distinta sottoscritta dal concorrente, la quale conterrà le indicazioni dei titoli, la data di creazione, il numero d'iscrizione, la rendita e sua decorrenza ed il capitale nominale.

I depositi presso il Consiglio d'amministrazione ove ha luogo l'incanto si ricevono tutti i giorni dalle ore 9 alle 11 antimeridiane.

Saranno considerate nulle le offerte che manchino della firma e suggello suindicati, che non siano stese su carta filogranata col bollo ordinario da lira una, o che contengano riserve e condizioni, e che non abbiano specificato sulla busta e nell'interno per quali lotti si chiede di concorrere; e finalmente che non abbiano ben dichiarati i prezzi di ciascun genere, ogni miriagramma, ed ogni razione completa.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti alle Legioni e Comandi sovraccennati, ma ne sarà tenuto conto solo quando pervengano a questo prima dell'apertura delle schede del Consiglio d'amministrazione, che servono di base all'incanto, e che consti ufficialmente dell'effettuato deposito.

Tutte le spese relative agli incanti ed al contratto, cioè di carta bollata, di stampa, d'inserzione nei giornali, di registro, di rogito, ecc., saranno a carico del deliberatario. Sarà pure a suo carico la spesa della stampa dei capitoli d'appalto generali e speciali occorrenti per la stipulazione del contratto, e di quelli che l'appaltatore richiedesse.

Dato in Firenze, li 7 settembre 1880.

Per il Consiglio
Il Direttore dei Conti: ROSELLI.

4795

INTENDENZA DI FINANZA DI CHIETI

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi provvedere all'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni sotto indicati, giusta le Ministeriali disposizioni, si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto si fa per cinque anni, dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1885.

2. Il canone annuo d'appalto per ciascuno dei lotti qui appresso designati è quello dinotato in testa ad ognuno dei lotti medesimi.

3. Gli incanti si faranno per mezzo di offerte segrete presso questa Intendenza, nei modi stabiliti dal regolamento generale sulla Contabilità dello Stato, approvato con Regio decreto del 4 settembre 1870, num. 5852, aprendo l'asta alle ore 12 meridiane del giorno trenta del corrente mese di settembre.

4. Chiunque intenda concorrere all'appalto dei singoli lotti dovrà unire ad ogni scheda la prova d'aver depositato, a garanzia della medesima, nella Tesoreria provinciale una somma eguale al sesto del canone annuo sulla base del quale viene bandito l'incanto.

Avvertesi che laddove un aspirante volesse concorrere a più lotti, dovrà presentare distinte schede e fare altrettanti depositi.

5. L'offerente dovrà inoltre indicare nella scheda il domicilio da lui eletto nella città capoluogo della provincia.

6. Non si terrà alcun conto delle offerte fatte per persone da nominare.

7. Presso questa Intendenza di finanza e presso le Sottoprefetture di Vasto e Lanciano sono ostensibili i capitolati d'onere che debbono formare legge del contratto d'appalto.

8. La scheda contenenente il minimo prezzo di aggiudicazione sarà dal Ministero spedita all'Intendenza di Finanza.

9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno quindici del venturo ottobre, alle dodici meridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità succitato.

Qualora vengano in tempo utile e presentate offerte ammissibili a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà lo avviso pel nuovo incanto da tenersi il giorno 30 ottobre, alle ore dodici meridiane, col metodo della estinzione delle candele.

10. Entro dodici giorni della data del deliberamento definitivo dello appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto a norma dell'art. 5 del capitolato d'oneri.

11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze, mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capiluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati, nelle principali città del Regno, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel supplemento del foglio periodico della Prefettura di Chieti.

Numero progressivo dei lotti	COMUNI APERTI da appaltarsi	CANONE annuo complessivo	AMMONTARE del deposito da farsi a garanzia dell'offerta
1	Ari	350 »	58 33
2	Bucchianico	1000 »	166 67
3	Caramanico, Musellaro, Rocca Caramanico, Salle, Sant'Eufemia in Majella, Bolognano	2050 »	341 67
4	Pretoro	400 »	66 67
5	Rapino	350 »	58 33
6	San Martino sulla Marrucina	250 »	41 67
7	Casoli, Altino e Roccascalegna	3800 »	633 33
8	Mozzagrogna e Santa Maria Imbaro	500 »	83 33
9	Sant'Eusanio del Sangro	600 »	100 »
10	Palena, Colledimacine, Gamberale e Pizzoferrato	3750 »	625 »
11	Fossacesia, Frisa, Rocca San Giovanni e Treglio	2850 »	475 »
12	Torricella Peligna, Fallascoso, Gessopalena e Montenerodomo	2650 »	441 67
13	Casalbordino, Pollutri e Villalfonsina	4700 »	783 33
14	Villa Santa Maria, Borrello, Buonanotte, Civitaluparella, Fallo, Montelapiano, Pennadomo, Quadri, Rojo del Sangro e Rosello	3150 »	525 »
15	Castiglione Messer Marino, Castelguidone, Fraine, Roccaspinalveti e Schiavi di Abruzzo	4000 »	666 67
16	Gissi, Guilmi e Scerni	3600 »	600 »
17	Paglieta e Torino del Sangro	3000 »	500 »
18	Cupello, Monteodorisio e San Salvo	2900 »	483 33
19	Celenza sul Trigno, Carunchio, Palmoli, San Giovanni Lipioni, Torrebruna e Tufillo	2500 »	416 67
20	Lama dei Peligni, Civitella Messer Raimondo, Fara San Martino, Palombaro, Lettopalena e Taranta	5350 »	891 67

Chieti, 10 settembre 1880.

4855 *L'Intendente*: PAGANO.

INTENDENZA DI FINANZA DI SALERNO

AVVISO D'ASTA.

Dovendosi provvedere all'appalto della riscossione dei dazi di consumo governativi nei comuni sotto indicati, si rende pubblicamente noto quanto segue:

1. L'appalto è diviso in quattro lotti e si fa per cinque anni, dal 1° gennaio 1881 al 31 dicembre 1885.

2. Il canone annuo di appalto per ciascun lotto è stabilito come appresso:

Lotto 1° (diciasette comuni aperti del circondario di Campagna), lire diciannovemila cinquecento (L. 19,500).

Lotto 2° (cinque comuni aperti del circondario di Salerno), lire ventimila cinquecento (L. 20,500).

Lotto 3° (ventiquattro comuni aperti del circondario di Sala Consilina), lire trentacinquemila settecento (L. 35,700).

Lotto 4° (cinquantadue comuni aperti del circondario di Vallo della Lucania), lire ventinovemila cinquecentocinquanta (L. 29,550).

3. Gli incanti si faranno per mezzo di offerte segrete presso quest'Intendenza, nei modi stabiliti dal regolamento generale sulla Contabilità dello Stato, approvato con Regio decreto del 4 settembre 1870, n. 5852, aprendo l'asta alle ore 12 meridiane del giorno 4 del mese di ottobre p. v.

4. Chiunque intenda concorrervi dovrà unire ad ogni scheda d'offerta la prova di aver depositato, a garanzia della medesima, nella Tesoreria provinciale una somma eguale al sesto del canone annuo sulla base del quale viene bandito l'incanto, e cioè: la somma di lire 3250 pel primo lotto; di lire 3416 pel secondo lotto; di lire 5950 pel terzo lotto; di lire 4925 pel quarto lotto.

5. L'offerente dovrà inoltre nella scheda indicare il domicilio da lui eletto nella città capoluogo di provincia.

6. Non si terrà alcun conto della offerta fatta per persona da nominare.

7. Presso questa Intendenza di Finanza, e presso le Sottoprefetture di Campagna, di Sala Consilina e di Vallo della Lucania sono ostensibili i capitoli d'onere che debbono formare legge del contratto d'appalto.

Presso quest'Intendenza sono ostensibili l'elenco dei comuni chiusi di 3ª e 4ª classe, nonchè dei comuni aperti della provincia che isolatamente od in consorzio si trovano abbonati col Governo, con l'indicazione del canone annuo di abbonamento pattuito, e ciò per gli effetti dell'articolo 28 del capitolato d'oneri.

8. La scheda contenente il minimo prezzo d'aggiudicazione sarà dal Ministero spedita all'Intendenza di Finanza.

9. Facendosi luogo all'aggiudicazione si pubblicherà il corrispondente avviso, scadendo col giorno 19 del p. v. mese di ottobre, alle 12 meridiane, il periodo di tempo per le offerte del ventesimo, a termini dell'art. 98 del regolamento di Contabilità succitato.

Qualora vengano in tempo utile presentate offerte ammissibili a termini dell'art. 99 del regolamento medesimo si pubblicherà l'avviso pel nuovo incanto da tenersi il giorno 10 novembre di quest'anno, alle ore 12 meridiane, col metodo dell'estinzione della candela.

10. Entro dodici giorni dalla data del deliberamento definitivo dell'appalto il deliberatario dovrà addivenire alla stipulazione del contratto, a norma dell'art. 5 del capitolato d'oneri.

11. La definitiva approvazione dell'aggiudicazione è riservata al Ministero delle Finanze, mediante decreto da registrarsi alla Corte dei conti, salvi gli effetti dell'art. 122 del precitato regolamento.

Il presente avviso sarà pubblicato in questa città, nei capiluoghi di circondario della provincia, nei comuni in cui i dazi vengono appaltati, nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* e nel Bollettino della provincia.

Salerno, 9 settembre 1881.

4816 *L'Intendente*: G. PINNA C.

Elenco dei comuni compresi in ciascun lotto.

LOTTO PRIMO — **Circondario di Campagna.**

1. Castelcivita - 2. Castelnuovo di Conza - 3. Castel San Lorenzo - 4. Colliano - 5. Controne - 6. Contursi - 7. Galdo - 8. Laviano - 9. Oliveto Citra - 10. Palomonte - 11. Petina - 12. Postiglione - 13. Santo Menna - 14. Serre - 15. Sicignano - 16. Trentinara - 17. Valva.

LOTTO SECONDO — **Circondario di Salerno.**

1. Calvanico - 2. Corbara - 3. Fisciano - 4. Mercato San Severino - 5. Siano.

LOTTO TERZO — **Circondario di Sala Consilina.**

1. Atena - 2. Auletta - 3. Bonabitacolo - 4. Caggiano - 5. Casalbuono - 6. Casaletto Spartano - 7. Caselle in Pittari - 8. Ispani - 9. Montesano sulla Marcellana - 10. Morigerati - 11. Padula - 12. Pertosa - 13. Polla - 14. Sala Consilina - 15. Salvitelle - 16. San Pietro al Tanagro - 17. San Rufo - 18. Santa Marina - 19. Sant'Arsenio - 20. Sanza - 21. Sapri - 22. Torraca - 23. Tortorella - 24. Vibonati.

LOTTO QUARTO — **Circondario di Vallo della Lucania.**

1. Agropoli - 2. Alfano - 3. Ascea - 4. Camerota - 5. Campora - 6. Cannalonga - 7. Casalicchio - 8. Castellabate - 9. Castelnuovo Cilento - 10. Castelruggiero - 11. Celle Bulgheria - 12. Centola - 13. Ceraso - 14. Cicerale Cilento - 15. Cuccaro Vetere - 16. Futani - 17. Gioi - 18. Laureana Cilento - 19. Laurino - 20. Laurito - 21. Licusati - 22. Lustra - 23. Magliano Vetere - 24. Moio della Civitella - 25. Montano Antilia - 26. Monteforte Cilento - 27. Novi Velia - 28. Ogliastro Cilento - 29. Omignano - 30. Orria - 31. Ortodonico - 32. Perdifumo - 33. Perito - 34. Piaggine - 35. Pisciotta - 36. Pollica - 37. Prignano Cilento - 38. Roccagloriosa - 39. Rofrano - 40. Rutino - 41. Sacco - 42. Salento - 43. San Giovanni a Piro - 44. San Mauro Cilento - 45. San Mauro la Bruca - 46. Serramezzana - 47. Sessa Cilento - 48. Stella Cilento - 49. Stio - 50. Torchiara - 51. Torreorsaia - 52. Valle dell'Angelo.

TELEGRAFI DELLO STATO

Direzione Compartimentale di Venezia

S. Provolo, Fondamenta del Vin, n. 4661

Essendo andata deserta l'asta del 4 settembre 1880, si fa noto al pubblico che alle ore dodici meridiane del giorno 20 di questo mese avrà luogo presso questa Direzione compartimentale, innanzi al sottoscritto, o chi per esso, un secondo incanto a partiti segreti per la fornitura in appalto di n. 2500 pali di castagno selvatico all'anno, per il periodo continuativo di anni cinque, a cominciare dal 1881 per terminare col 1885 inclusivo.

Tale fornitura è divisa nei 4 seguenti lotti ed ammonta alla complessiva somma di lire 112,600.

NUMERO dei lotti	Quantità dei pali		Lunghezza in metri	Periferia in centimetri		PREZZO unitario	IMPORTARE della fornitura	
	annua	quinquennale		in cima	a due metri dalla base		annua	quinquennale
1° Lotto.								
Brescia	200	1000	6 1/2	30	50	8 »	1,600	8,000
	150	750	7 1/2	32	56	9 50	1,425	7,125
Breno	100	500	6 1/2	30	50	8 »	800	4,000
Colico	100	500	6 1/2	30	50	8 »	800	4,000
	50	250	7 1/2	32	56	9 50	475	2,375
Sondrio	50	250	6 1/2	30	50	8 »	400	2,000
	50	250	7 1/2	32	56	9 50	475	2,375
	700	3500					5,975	29,875
2° Lotto.								
Treviso	50	250	6 1/2	30	50	8 »	400	2,000
	200	1000	7 1/2	32	56	9 50	1,900	9,500
	250	1250					2,300	11,500
3° Lotto.								
Udine	20	100	6 1/2	30	50	8 »	160	800
	160	800	7 1/2	32	56	9 50	1,520	7,600
	30	150	8 1/2	36	60	11 »	330	1,650
	210	1050					2,010	10,050
4° Lotto.								
Vicenza. . . .	560	2800	6 1/2	30	50	8 »	4,480	22,400
	550	2750	7 1/2	32	56	9 50	5,225	26,125
	230	1150	8 1/2	36	60	11 »	2,530	12,650
	1340	6700					12,235	61,175
Totale . . .	2500	12500					22,520	112,600

La fornitura verrà aggiudicata al miglior offerente dopo la superiore approvazione, e sotto l'osservanza dei patti e delle condizioni stabilite nel capitolato relativo, visibile presso la Direzione compartimentale suddetta nelle ore d'ufficio, cioè dalle ore 9 ant. alle 4 pom.

Le schede scritte su carta da bollo da 1 (una) lira, firmate e suggellate, da presentarsi all'atto dell'asta, dovranno indicare il ribasso di un tanto per cento che ciascun offerente intende fare sulla somma periziata per ciascun lotto.

Dette schede dovranno essere presentate personalmente dai concorrenti oppure da un loro mandatario debitamente antorizzato con atto di procura.

La consegna dei pali da fornirsi ogni anno dovrà farsi completamente entro il mese di aprile dell'anno stesso, franca di ogni spesa, pel primo lotto di 350 pali a Brescia, 100 a Breno, 150 a Colico e 100 a Sondrio; per il secondo lotto di 250 a Treviso; per il terzo lotto di 210 a Udine; e infine pel quarto lotto di 1340 pali a Vicenza, Tavarnelle o San Bonifacio, a scelta del fornitore. Si intende che nei luoghi provvisti di stazione ferroviaria la consegna dovrà aver luogo sul piano di scarico della stazione stessa.

Sarà in facoltà dell'Amministrazione di aumentare o di diminuire fino a un quinto (1[5) la fornitura annua, giusta il relativo capitolato.

Il pagamento dell'ammontare della fornitura annua in base al prezzo d'aggiudicazione avrà luogo anno per anno a consegna completa in seguito a collaudo, nei modi stabiliti nel capitolato.

All'asta non saranno ammesse se non persone riconosciute idonee ad assumere la fornitura, sia per essere proprietari di boschi di castagno, o per essere commercianti di questo legname, o per avere adempiuto ad altre forniture di pali telegrafici con soddisfazione dell'Amministrazione committente, e previo deposito di lire 1000 in denaro od in titoli di rendita dello Stato al corso di Borsa del giorno precedente a quello dell'incanto.

Sarà fatto luogo all'aggiudicazione qualunque sia il numero dei concorrenti.

Finita l'asta si riterrà solo il deposito del miglior offerente, restituendolo agli altri.

L'aggiudicatario dovrà sottostare a tutte le disposizioni portate dalle vigenti leggi sulla Contabilità generale dello Stato.

Tutte le spese d'incanto, contratto, bollo, registro e copie sono a carico dell'aggiudicatario.

Sono assegnati giorni 15 (quindici) a datare da quello dell'asta per presentare le offerte di ribasso sul prezzo di aggiudicazione, le quali non potranno essere inferiori al ventesimo, e così il periodo di tempo (fatali) entro il quale si potrà portare questo miglioramento scadrà alle ore 12 meridiane del giorno [illegible] ottobre 1880.

Venezia, li 5 settembre 1880.

5093 *Il Direttore compartimentale*: SILVIO BERNARDI.

CONSIGLIO DI AMMINISTRAZIONE

DELLA LEGIONE CARABINIERI REALI DI TORINO

Avviso d'Asta.

Stante la deserzione del primo incanto si notifica che nel giorno 5 ottobre 1880, alle ore due pomeridiane (tempo medio di Roma), si procederà in Torino, nella caserma dei Reali carabinieri, piazza Carlo Emanuele II, piano primo, avanti il comandante la Legione, a pubblico incanto, a partiti segreti, per l'appalto in tre lotti dei FORAGGI (avena, fieno e paglia da lettiera) pei quadrupedi dei militari dell'Arma stanziati e di passaggio nelle stazioni dipendenti dalle sottonotate provincie, per il periodo di un anno, a far tempo dal 1° gennaio 1881 a tutto dicembre stesso anno, come dallo specchio che segue:

Denominazione dei lotti	Quantità e qualità dei generi per ogni razione	N° dei lotti	Quantità approssimativa abbisognevole durante l'annata in miriagrammi			Somma per cauzione e per ogni lotto
			Fieno	Avena	Paglia	
1° Lotto - Provincia di Torino	Fieno magg. chil. 6	Uno	14400	7200	9600	3700
2° Lotto - Provincia d'Alessandria	Avena » 3	Uno	8400	4200	5600	2300
3° Lotto - Provincia di Cuneo	Paglia » 4	Uno	7200	3600	4800	2000

Termine della consegna — A misura del bisogno nelle Stazioni.

Le condizioni d'appalto (stabilite da appositi capitoli d'oneri) sono visibili presso tutti i Comandi delle Legioni dell'Arma ove verrà fatta la pubblicazione del presente avviso, e presso i comandanti nelle provincie e circondari dipendenti da questa Legione.

Gli accorrenti dovranno fare la loro offerta per ogni singolo lotto mediante scheda segreta firmata, suggellata e scritta su carta filigranata col bollo ordinario di una lira. I prezzi dovranno essere chiaramente espressi, oltre che in cifre, in tutte lettere, sotto pena di nullità dei partiti, da pronunciarsi seduta stante dall'autorità che presiede all'asta.

Tale offerta dovrà contenere la precisa specificazione dei prezzi che si esibiscono per ogni singolo genere, ed il costo della razione complessiva, nel modo seguente:

Fieno per ogni miriagramma L. . . . avena per ogni miriagramma L. . . . paglia da lettiera per ogni miriagramma L. . . . ai quali prezzi ragguagliando la razione a chilogrammi 6 di fieno, chilogr. 3 di avena, chilogr. 4 di paglia, ammonta il costo della razione in L. . . .

Il deliberamento seguirà quindi a favore di colui o coloro che nei partiti avranno offerto di assumersi la fornitura a prezzi inferiori, o pari almeno a quelli stabiliti dalle schede formulate dal Consiglio per ciascun lotto.

Dette schede suggellate e depositate sul tavolo, verranno aperte dopo che saranno stati riconosciuti tutti i partiti presentati.

A termini dell'art. 88 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870 si avverte che in questo nuovo incanto si farà luogo al deliberamento quand'anche non vi sia che un solo offerente.

Il tempo utile (fatali) per ribasso non minore del ventesimo sul prezzo di provvisoria aggiudicazione è stabilito a giorni quindici, a decorrere dall'ora una pomeridiana del giorno in cui seguirà la provvisoria aggiudicazione dell'impresa.

I concorrenti, per essere ammessi all'asta, dovranno effettuare presso il Comando della Legione, o presso i Comandi delle provincie e circondari da essa dipendenti, ovvero presso i Comandi delle Legioni dell'Arma, il deposito della somma come sopra stabilita per cauzione. Tale somma dovrà essere in moneta corrente od in titoli di rendita pubblica dello Stato al portatore, al valore di Borsa del giorno antecedente a quello in cui si fa il deposito.

Saranno considerate nulle le offerte che manchino della firma o suggello suindicati, che non siano estese su carta filogranata col bollo ordinario di una lira, o che contengano riserve e condizioni.

Sarà facoltativo agli aspiranti all'appalto di presentare i loro partiti a qualunque Comando di Legione, o di provincia e circondario, dipendente da questa Legione; ma ne sarà tenuto conto solo quando pervengano a questo Consiglio prima dell'apertura della scheda che serve di base all'incanto, e consti ufficialmente dell'effettuato deposito.

Le ricevute dei depositi devono essere presentate a parte e separate dalle schede di offerta.

Le offerte per telegramma non saranno ammesse.

Le spese tutte degli incanti e dei contratti, cioè di carta bollata, di copia, di diritti di segreteria, di stampa, di pubblicazione degli avvisi d'asta e d'inserzione dei medesimi sui giornali, di registro, di posta, ed altre relative, saranno a carico dei deliberatari; sarà pure a loro carico la spesa degli esemplari dei capitoli d'appalto che si saranno impiegati nella stipulazione dei contratti, e di quelli che gli appaltatori richiedessero.

Torino, 9 settembre 1880.

4843 *Il Direttore dei Conti*: G. BRENTA.

STRADE FERRATE ROMANE

AVVISO — Incanto pei lavori da eseguirsi a difesa della sponda destra del Tevere presso la Magliana e consolidamento dell'argine ferroviario presso lo stesso punto.

La Società delle Strade Ferrate Romane volendo procedere ai lavori di difesa della sponda destra del Tevere presso la Magliana e consolidamento dell'argine ferroviario nello stesso punto, apre una gara a schede segrete fra coloro che volessero concorrervi.

Il capitolato, il progetto e l'elenco dei prezzi saranno ostensibili a partire dal giorno 10 corrente mese nell'uffizio dell'ingegnere-capo della terza sezione del Mantenimento, situato nella stazione di Roma.

Ogni concorrente per essere ammesso alla gara dovrà versare nella Cassa centrale della Società in Firenze, o presso il gestore di cassa in Roma, a titolo di cauzione provvisoria, lire 1000 in denaro ovvero in rendita del valore corrispondente al corso del giorno, in cartelle del Debito Pubblico italiano od in titoli della Società direttamente garantiti dallo Stato.

Ad ogni concorrente verrà consegnato un elenco contenente le quantità approssimative dei diversi generi di lavori col rispettivo prezzo, in fine del quale esiste la modula d'offerta che dovrà essere riempita dal concorrente stesso. L'elenco in parola, debitamente firmato e posto in busta suggellata, dovrà pervenire alla Direzione della Società delle Ferrovie Romane in Firenze non più tardi delle ore 12 meridiane del giorno 28 del mese corrente.

La busta contenente l'offerta, oltre la firma del concorrente, dovrà portare l'indicazione esterna:

Offerta pei lavori da eseguirsi lungo il Tevere presso la Magliana.

Insieme all'offerta dovrà trasmettersi un certificato di un ispettore o ingegnere-capo del Genio civile o di un ingegnere capo-servizio di una Società ferroviaria, di data non più lontana di sei mesi, che giustifichi l'idoneità del concorrente ad eseguire opere del genere di quelle comprese nel presente appalto.

L'Amministrazione si riserva piena libertà di scegliere fra gli offerenti quello che crederà preferibile sotto tutti i rapporti, quand'anche non avesse offerto il maggior ribasso sui prezzi dell'elenco, e ciò senza alcun obbligo di dichiararne i motivi; essa si riserva del pari la facoltà di rifiutare anche tutte le offerte volendo rimanere perfettamente libera.

L'aggiudicazione definitiva dell'accollo s'intende però subordinata alla sanzione del Governo.

Firenze, 6 settembre 1880.

4790 **La Direzione Generale.**

PREFETTURA DELLA PROVINCIA DI BRESCIA

Si rende noto che con decreto 5 settembre 1880, n. 16615, Div. 3ª, di questa Prefettura, in forma di manifesto, si ordinò la pubblicazione pei giorni 12, 19 e 26 settembre nei comuni di Brescia e Pezzaze delle domande presentate in data 4 gennaio 1878 e 17 aprile 1880 dal signor prof. Ragazzoni cav. Giuseppe per concessione della miniera di ferro denominata *Zoil* sul territorio del comune di Pezzaze, dichiarata scoperta e concessibile con decreto 5 luglio 1877 del Ministero d'Agricoltura, Industria e Commercio.

Si avverte inoltre che siffatte domande unitamente al piano e relativo verbale di delimitazione provvisoria della miniera rimangono depositati presso la Prefettura (Div. 3ª), e visibili durante l'orario d'ufficio da chiunque creda avervi interesse e titoli a fare opposizione a senso degli art. 43, 44, 45, 46, 47 della legge 20 novembre 1859, n. 3755, sulle miniere, cave ed usine.

Brescia, 7 settembre 1880.

4844 *Il Prefetto:* ARABIA.

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Si fa noto che Angelo De Sanctis, residente in Villetta, con decreto del dì 20 luglio scorso è stato dispensato dalle funzioni di notaio. Quindi con istanza del 22 ottobre volgente ha domandato lo svincolo del patrimonio e cauzione in lire 850, una agli interessi, depositate presso la Cassa dei Depositi e Prestiti.

Solmona, 31 ottobre 1879.

(N° 1324 del repertorio)

4780 RAFFAELE TESONE vicecanc.

Congregazione di Carità di Roma.

Seconda ed ultima denuncia di smarrimento di una cedola di dote del Pio Istituto della SS. Annunziata, di lire 161 25, conferita a Calius Agata di Antonio ed Angelica Sanni nell'anno 1857, n. 232.

Ove non si presenti alcuno a vantare diritti sopra la suddetta cedola sarà la medesima rinnovata a favore della intestataria.

Li 10 settembre 1880. 4818

AVVISO.

(1ª *pubblicazione*)

Nel giorno 15 ottobre 1880 innanzi il Tribunale civile di Roma, 2° periodo feriale, si procederà alla vendita giudiziale del seguente fondo espropriato a danno del signor Toni Pietro del fu Stefano, ad istanza del sig. D. Pellegrino Piermarini del fu Ciriaco, domiciliato elettivamente in Roma, via Paola, n. 26, piano 2°, presso lo studio del procuratore sig. avv. Agostino Battilocchi che lo rappresenta.

Casamento da cielo a terra allibrato nel catasto a Pietro Toni fu Stefano, proprietario, ed a Varese Carolina, vedova Toni, usufruttuaria, posto in Roma, nella via del Pellegrino, civici nn. 68 all'81, e via dei Cappellari, civico num. 84, segnato nella mappa del Rione VI coi numeri 202, 203, 204, 205 e 206.

La vendita sarà eseguita in un sol lotto, e l'incanto si aprirà sul prezzo offerto di lire 84,375.

Roma, 13 settembre 1880.

4845 BATTILOCCHI AGOSTINO proc.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Catanzaro (18ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A tenore dell'art. 98 del regolamento approvato con R. decreto 4 settembre 1870, n. 5852, si notifica che l'appalto della provvista e distribuzione in questa Divisione dei foraggi occorrenti pei cavalli appartenenti od attinenti all'esercito (meno quelli dei RR. carabinieri), di cui nell'avviso d'asta del 3 settembre corrente, venne provvisoriamente deliberato ai seguenti prezzi:

Fieno per ogni quint. lire 8 — Avena per ogni quint. lire 27,

ai quali prezzi ragguagliando la razione, composta di chilogrammi sei di fieno e chilogrammi tre di avena, il costo della razione medesima è in lira 1 290.

Viene pertanto avvertito il pubblico che il termine utile (fatali) prestabilito a giorni otto per presentare offerta di ribasso, non inferiore del ventesimo, scade il giorno 17 corrente, alle ore due pom. (tempo medio di Roma), trascorso qual termine non sarà più accettato partito alcuno.

Nell'offerta il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, e ciò sotto pena di nullità da pronunziarsi dal signor direttore.

Dovrà poi, insieme all'offerta, essere consegnata la ricevuta del deposito a cauzione nella somma già determinata in lire 3000 in contanti od in titoli del Debito Pubblico al portatore al valore di Borsa.

Restano fermi per tutti gli effetti gli oneri e condizioni di cui nell'avviso d'asta prementovato.

Catanzaro, 9 settembre 1880.

4821 *Il Tenente Commissario:* RENDA-GAETANI.

DIREZIONE DI COMMISSARIATO MILITARE
della Divisione di Firenze (11ª)

Avviso di provvisorio deliberamento.

A termini dell'art. 98 del regolamento sulla Contabilità generale dello Stato, approvato con Regio decreto 4 settembre 1870, n. 5852,

Si notifica che nell'incanto d'oggi è stata deliberata provvisoriamente la fornitura del pane alle truppe in questa Divisione durante l'annata 1881, di cui nell'avviso d'asta 4 settembre andante, sotto il ribasso di lire cinque e centesimi sette per cento sul prezzo di centesimi 26 ogni razione ordinaria di grammi 735, stabilito a base dell'incanto medesimo.

Chiunque intenda fare ulteriore ribasso, non inferiore al ventesimo, dovrà presentare l'offerta relativa non più tardi delle due pomeridiane precise del giorno 17 corrente mese di settembre (tempo medio di Roma), trascorso qual termine non sarà più accettato partito alcuno.

Nell'offerta il ribasso dovrà essere chiaramente espresso in tutte lettere, e ciò sotto pena di nullità da pronunziarsi dal signor direttore. Dovrà poi, insieme all'offerta, essere consegnata la ricevuta del deposito a cauzione nella somma già determinata di lire 12,000 in contanti od in titoli del Debito Pubblico al portatore al valore di Borsa.

Restano fermi per tutti gli effetti gli oneri e condizioni di cui nell'avviso d'asta prementovato.

Firenze, 9 settembre 1880.

Per detta Direzione di Commissariato militare

4820 *Il Tenente Commissario:* R. GRIFI.

INTENDENZA DI FINANZA IN BENEVENTO

Col presente avviso viene aperto il concorso pel conferimento delle seguenti rivendite:

N. 2, nel comune di Airola, assegnata per le leve al magazzino di Montesarchio, e del presunto reddito lordo di lire 121.

N. 2, nel comune di Luzzano (frazione di Moiano), assegnata per le leve al magazzino di Montesarchio, e del presunto reddito lordo di lire 82.

N. 2, nel comune di S. Donato (frazione di San Lorenzello), assegnata per le leve al magazzino di Cerreto, e del presunto reddito lordo di lire 80.

N. 3, nel comune di San Giorgio la Molara, assegnata per le leve al magazzino di Paduli, e del presunto reddito lordo di lire 110.

Le rivendite saranno conferite a norma del Regio decreto 7 gennaio 1875, numero 2336 (Serie 2ª).

Gli aspiranti dovranno presentare a questa Intendenza, nel termine di un mese dalla data dell'inserzione del presente nella *Gazzetta Ufficiale del Regno*, e nel giornale per le inserzioni giudiziarie della provincia, le proprie istanze in carta da bollo da centesimi 50, corredate del certificato di buona condotta, della fede di specchietto, dello stato di famiglia, e dei documenti comprovanti i titoli che potessero militare a loro favore.

Le domande pervenute all'Intendenza dopo quel termine non saranno prese in considerazione.

Le spese della pubblicazione del presente avviso staranno a carico dei concessionari.

Benevento, addì 1° settembre 1880.

4597 *L'Intendente:* MONTEMERLO.

CAMERANO NATALE. *Gerente* | ROMA — Tip. EREDI BOTTA.